

Enquête mondiale sur la CIPD au-delà de 2014

QUESTIONNAIRE À L'INTENTION DES PAYS

Nom du pays/territoire: Belgique

Nom du coordonnateur de l'enquête mondiale : Charles Denonne

Adresse(s) électronique(s):

Numéro(s) de téléphone – Fixe: 003225249037

Mobile:

Numéro (s) de fax:

Date (s) de l'entretien:

Bref résumé du processus de l'enquête mondiale:

Coordination e-mail avec les administrations compétentes tant au niveau fédéral qu'avec les entités fédérées, validation des réponses via le mécanisme belge de coordination de la position de la Belgique pour les organisations multilatérales (Coormulti).

Table des matières

SECTION 1: POPULATION, CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (CHAPITRE III)	1
SECTION 2. CROISSANCE ET STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE (CHAPITRE VI).....	7
Répondre aux besoins des adolescents et des jeunes.....	7
Répondre au vieillissement et aux besoins des personnes âgées	12
Répondre aux besoins des personnes handicapées	18
Répondre aux besoins des populations autochtones	31
SECTION 3. URBANISATION ET MIGRATIONS INTERNES (CHAPITRE IX)	31
SECTION 4. MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT (CHAPITRE X)	78
SECTION 5. FAMILLE, BIEN-ÊTRE DES INDIVIDUS ET SOCIÉTÉS (CHAPITRE V)	89
SECTION 6. DROITS DE REPRODUCTION ET SANTÉ REPRODUCTIVE (CHAPITRE VII) ET SANTÉ, MORBIDITÉ ET MORTALITÉ (CHAPITRE VIII).....	100
SECTION 7. ÉGALITÉ DES SEXES, ÉQUITÉ ET AUTONOMISATION DES FEMMES (CHAPTITRE IV)	127
SECTION 8. POPULATION, DÉVELOPPEMENT ET ÉDUCATION (CHAPITRE XI)	127

	Sigles et acronymes
APD	Aide publique au développement
CDE	Convention sur les droits de l'enfant
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement (<i>tenue en 1999 au Caire, en Égypte</i>)
CIPD+5	5 ^e anniversaire de la CIPD (<i>célébré en 1999</i>)
CIPD+10	10 ^e anniversaire de la CIPD (<i>célébré en 2004</i>)
CIPD+15	15 ^e anniversaire de la CIPD (<i>célébré en 2009</i>)
DSRPP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OING	Organisation internationale non gouvernementale
ONG	Organisation non gouvernementale
S-E	Suivi et évaluation
SDN	Stratégie de développement national
Sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

SECTION 1 : POPULATION, CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (CHAPITRE III)

Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s):
 Institution (s)/ Département (s):
 Courriel:
 Numéro (s) de téléphone – (Fixe): (Mobile):
 Numéro (s) de fax:
 Date (s) de l’entretien:

1.1. Le pays dispose-t-il d’une politique, d’un programme et/ou d’une stratégie explicitement relatifs à l’interaction entre la population et le développement durable ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 1.3)

1.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l’état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, le calendrier de mise en œuvre et l’année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie portant sur l’interaction entre population et développement durable	Type	État	Principale institution responsable	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a) Plans fédéraux de développement durable	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Commission interdépartementale Développement Durable	Année de révision : 2013
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>		
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>		

d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>		
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>		

1.3. Le pays a-t-il mis en place une/des entité(s) institutionnelle(s) chargée(s) des questions relatives à l'interaction entre population et développement durable ?

1) Oui Non (passer au 1.5)

1.4. Si OUI, bien vouloir indiquer le (s) nom (s) de l'entité/des entités institutionnelle(s) et l'année de création

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées de questions relatives à l'interaction entre population et développement durable	Année de création
a) Bureau Fédéral du Plan - Task Force Développement Durable	1997
b) Commission interdépartementale Développement Durable	1997
c) Conseil Fédéral Développement Durable	1997
d) Service de programmation fédérale développement durable	2002
e)	

Le BFP est chargé de l'élaboration du Rapport fédéral sur le développement durable. La Task force développement durable (TFDD) est le groupe d'agents qui exécute depuis 1998 cette mission sous la direction et la responsabilité du BFP. Dans le rapport fédéral, la TFDD analyse et évalue la situation actuelle et la politique menée en matière de développement durable. La TFDD décrit également le développement prévu en cas de politique inchangée et en cas de changement de politique suivant des hypothèses pertinentes.

La Commission interdépartementale Développement Durable prépare et assure le suivi du Plan fédéral de développement durable. La CIDD s'est vue confier la responsabilité finale de l'élaboration d'un avant-projet de Plan, au sujet duquel une large consultation est organisée. Elle traite les avis et observations reçues et les intègre dans ce qui devient le projet de Plan. Le projet ainsi remanié est ensuite soumis au Conseil des ministres. C'est finalement le Roi qui fixe le Plan par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Tant pour l'élaboration du Plan que pour son suivi, la CIDD établit, principalement par l'intermédiaire de ses membres, des liens de collaboration structurels avec et entre les différents services publics et administrations. Elle tente aussi de concrétiser une telle forme de collaboration avec les Régions et les Communautés - les compétences de chaque organe étant respectées - toujours par l'intermédiaire des représentants des gouvernements régionaux et communautaires en son sein.

Le Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD) donne des avis à l'autorité fédérale belge sur la politique fédérale de développement durable. (voire aussi question 1.12)

Le SPP DD est principalement chargé de la préparation de la politique en matière de développement durable, la coordination de l'exécution de la politique en matière de développement durable et la mise à disposition d'expertise. Le SPP Développement durable a également une mission de sensibilisation aux enjeux du développement durable.

Source : Loi du 30 juillet 2010 modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable)

1.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives à l'interaction entre population et développement	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité	Un budget a-t-il été affecté à	Le pays a-t-il pris des mesures concrètes de mise en oeuvre	Quel est en ce moment le degré de mise en oeuvre de ces mesures?*

durable	institutionnelle? Si oui, lesquels?	cette question?	par rapport à cette question?	
a) Éradication de la pauvreté, une attention particulière étant accordée à la production de revenus et aux stratégies d'emploi	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Le Plan National de réforme de la Belgique, dans le cadre de la stratégie Europe 2020.</p> <p>Plus spécifique en septembre 2012, la SPP Intégration Sociale, Lutte contre la Pauvreté, Economie Sociale et Politique des Grandes Villes a présenté le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Préciser _____</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	3
b) Renforcement de la sécurité alimentaire	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>L'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Préciser _____</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	3
c) Promotion de la gestion des ressources environnementales	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Plan fédéral de Développement durable 2004-2008 et prologé après (Commission interdépartementale Développement Durable)</p> <p>la Stratégie nationale de la Belgique pour la Biodiversité 2006-2016. (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Préciser _____</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	3
d) Réduire les inégalités territoriales	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Préciser _____</p>	3

	2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	<input type="checkbox"/>	2) Non <input type="checkbox"/>	
e) Parvenir à des relations commerciales équitables	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Communauté flamande Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
d) Améliorer la gestion des déchets solides	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
e) Encourager l'utilisation durable des ressources et prévenir la dégradation de l'environnement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Plan National Climat de la Belgique 2009 – 2012 (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement) Plan National Climat de la Belgique 2002 – 2012 (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement) la Stratégie nationale de la Belgique pour la Biodiversité 2006-2016. (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement) Contribution fédérale à la lutte contre la Pollution de l'Air (2009-2012) (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement) 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
f) Examiner les tendances/dynamiques	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____	1,2,3, 4

démographiques dans les zones écologiquement vulnérables	2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	<input type="checkbox"/>	2) Non <input type="checkbox"/>	
h) Examiner les conséquences des tendances démographiques dans les grandes agglomérations urbaines	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
i) Répondre aux besoins des personnes vivant au sein ou en bordure d'écosystèmes fragiles	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
j) Autres, préciser____ -	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir liste en annexe

1.6. Domaines où des progrès ont été réalisés dans des questions connexes.

Parmi les questions connexes qui sont pertinentes dans le contexte national, faire des observations sur les principales réalisations, les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous.

Questions liées à la CIPD, relatives à la population et au développement durable, et pertinentes sur le plan national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.5 ci-dessus)	
b) Principales réalisations	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

1.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'interaction entre population et développement durable que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives à l'interaction entre population et développement durable qui devront être davantage prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) à dix (10) prochaines années

a)	Répondre au vieillissement et aux besoins des personnes âgées
b)	
c)	
d)	
e)	

1.8. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué des recherches sur les dynamiques démographiques à des fins de planification au niveau national et/ou infranational?

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s)
 Les rapports annuels du Comité d'étude sur le vieillissement.
 Le Comité d'étude sur le vieillissement établit chaque année un rapport qui présente notamment une estimation des conséquences financières sur le plan des différents régimes légaux de pension, des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants et du régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, liées à l'évolution démographique.
- 2) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le/les rapport(s) _____
- 3) Oui Au niveau infranational, citer le/les rapports _____
- 4) Non

1.9. Le pays a-t-il, au cours des cinq dernières années, affecté des ressources à la recherche et au développement des capacités pour la recherche concernant les questions suivantes liées à la population? Si OUI, donner des exemples.

Affectation de ressources à la recherche et au développement des capacités pour la recherche concernant les questions liées à la population
a) Suivre les tendances démographiques et préparer des projections/scénarios sur la population 1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) BFP-ADSEI, Perspectives de population 2010-2060, décembre 2011 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Liens entre population et pauvreté 1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) Programme de recherche "Société et Avenir" et nouveau programme BRAIN-BE de BELSPO intègrent explicitement cette interaction comme priorité de recherche 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Liens entre population, environnement et ressources naturelles 1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) Programme de recherche Science pour un Développement durable et nouveau programme BRAIN-BE de BELSPO intègrent explicitement cette interaction comme priorité de recherche 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Liens entre tendances démographiques et croissance économique durable 1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) _Population ageing(and its economic effects) is a recurrent research subject ; Programme de recherche Science pour un Développement durable et nouveau programme BRAIN-BE de BELSPO intègrent explicitement cette interaction comme priorité de recherche 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Lien entre tendances démographiques et emploi 1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) As part of studies on population ageing ; recherche "AGEPROD" (lien entre âge des travailleurs et productivité des firmes) du programme Société et Avenir de BELSPO. Bruxelles 2020, l'emploi face au défi démographique : Demographic study of the ADRASS demanded by the Brussels Minister for Economy and Employment. 2) Non <input type="checkbox"/>

1.10. Si oui, sur une échelle de 0 à 5 (0 étant le niveau le plus faible et 5 le plus élevé), dans quelle mesure la recherche sur les dynamiques démographiques a-t-elle influé sur les décisions relatives à l'affectation des ressources?

Not relevant. Population-policy measures (if indeed you may call them as such) are related to the provision of more crèches and parental leave (primarily as instruments for the reconciliation of family and work constraints, and subsidiary to avoid a further lowering of fertility)

Faible					Élevé
0	1	2	3	4	5

1.11. Si oui, sur une échelle de 0 à 5 (0 étant le niveau le plus faible et 5 le plus élevé), dans quelle mesure a-t-elle influé sur les autres politiques/stratégies?

See 1.10

Faible					Élevé
0	1	2	3	4	5

1.12. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du développement durable. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Conseil Fédéral du Développement Durable	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> Le Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD) donne des avis à l'autorité fédérale belge sur la politique fédérale de développement durable. A cette occasion, une attention particulière est portée au respect des engagements internationaux de la Belgique, tels que l'Action 21, la Convention sur le climat et la Convention sur la diversité biologique. Ces engagements constituent le résultat de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (la CNUED) qui s'est	Autorité fédérale	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

	déroulée en juin 1992 à Rio de Janeiro. Les membres du Conseil sont des représentants de divers groupes sociaux: les organisations des employeurs, les organisations des travailleurs, les organisations non gouvernementales pour la protection de l'environnement, les organisations non gouvernementales pour la coopération au développement les organisations du secteur de la consommation et les organisations de jeunesse. (18 JUILLET 2012. - Arrêté royal portant fixation du nombre des représentants de la société civile au Conseil fédéral du Développement durable et de leur répartition en catégories)			
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données	

	3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		<input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
--	--	--	---	--

1.13. Le pays est-il doté d'une politique ou d'une stratégie qui favorise l'information, l'éducation et la communication sur des questions liées au développement durable?

1) Oui Préciser

Niveau fédérale : le Plan fédéral de Développement durable 2004-2008 et prolongé depuis.

Flandre : La 'Vlaamse strategie Duurzame Ontwikkeling',

Région de Bruxelles-Capitale : Le Plan Régional de Développement Durable est en cours d'élaboration,

Région Wallone : la stratégie est en cours de développement,

Fédération Wallonie-Bruxelles: Le plan de développement durable du Ministère de la Communauté française

Communauté germanophone 'Osbelgien Leben 2025'

2) Non

1.14. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine du développement durable. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service(s) public(s) donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

In general, Belgium does not support population-related projects. Contributions are focused on agriculture, education and health

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) Flanders International Cooperation Agency, Flanders, Belgium	Ministry of Health Mozambique	1) Financial <input checked="" type="checkbox"/> 2) Technical <input checked="" type="checkbox"/> 9) Other, specify _____ <input type="checkbox"/> Flanders supports HRP financially. HRP provides technical assistance.	Budget support to the health-SWAp in Mozambique, one of the indicators that is indicative of progress is increased access to modern methods of

			Family planning
a) DGD (Direction Générale de la coopération au Développement, Belgique)	18 pays partenaires : (RDC, Bénin, Niger, Burundi, Rwanda, Pérou, Bolivie, Mozambique, Tanzanie, Afrique du Sud, Maroque, Algérie, Les territoires Palestines, Equateur, Viet Nam, Mali, Senegal, Uganda...)	1) Nord-Sud x	a) DGD (Direction Générale de la coopération au Développement, Belgique)
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

SECTION 2. CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET STRUCTURE DE LA POPULATION (CHAPITRE VI)

<p>Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution(s)/Département(s): Adresse(s) électronique(s): Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____ Numéro(s) de fax: _____ Date(s) de l’entretien: _____</p>

Répondre aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes

2.1 Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 2.3)

2.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l’état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, le calendrier de mise en œuvre et l’année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans)	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/ révision
a) Plan « Attitudes Saines » dans les écoles	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Ministère de la Communauté française	Ecoles + Enfants scolarisés	Depuis 2005
b) Promotion de la Santé à l’école	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	Ministère de la Communauté française	Ecoles + Enfants scolarisés	1964
c) Programme de vaccination	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre <input type="checkbox"/>	Ministère de la Communauté française	0 – 18 ans	1989 (au niveau communautaire)

	<input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	entamée <input type="checkbox"/>	é française		ire)
d) EVRAS (Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	Ministère de la Communauté française	12 – 18 ans	2012 (généralisation du programme)
e) Note d'orientation du 17.12.2009 relative à la politique en matière de lutte contre les violences entre partenaires - Contribution de la Communauté française, de la Région Wallonne et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale au Plan d'action national en matière de lutte contre les violences entre partenaires, élargi à d'autres formes de violences de genre	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Coordination : Direction de l'Égalité des Chances (Communauté française) – Mise en œuvre : Communauté française / Région wallonne / Cocof	Victimes, auteurs et témoins de violences (en ce y compris les enfants et les adolescents filles et garçons) : violences conjugales, mariages forcés, mutilations génitales. les groupes 1, 2, 7, 8, 9, 10, 11, 14	2009-2014
f) Plan Jeunesse 12-25 ans.	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles – Service de la Jeunesse	12-25 ans en général. Les mesures toucheront donc, entre autres, les groupes 1, 2, 7, 8, 9, 10, 11, 14	2012-2014.

2.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles pour traiter les questions liées aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans)?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 2.5)

2.4. Si OUI, indiquer le(s) nom(s) de ces entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Entités institutionnelles chargées des besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans)	Année de création
a) Communauté française : Centre IMS (inspection médicale scolaire) puis Centre PSE en Flandre : CLB's (centres pour l'orientation des élèves, y inclus inspection médicale scolaire)	1964 puis 2002
b) Ministère de la Communauté française (plus spécifiquement le Service de la Jeunesse et la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse) En Flandre : Afdeling Jeugd (Jeunesse) binnen beleidsdomein CJSM (http://www.cjism.vlaanderen.be/jeugd/index.shtml)	1996*
c) ONE (Office de la naissance et de l'enfance), Organisme d'Intérêt Public sous tutelle du Gouvernement de la Communauté française.	Réformé en 2002*
d) Communauté française : Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse	1999
e) Communauté française : Délégué général aux Droits de l'Enfant (DGDE) En Flandre : 'Kinderrechtencommissariaat' : http://www.kinderrechtencommissariaat.be/	2002 1998
f) Conseil de la Jeunesse de la Communauté française	Réformé en 2008

2.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives aux adolescent(e)s et aux jeunes (de 10 à 24 ans)	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises sur cette question	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Créer des opportunités	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__	1,2,3, 4

d'emploi pour les jeunes	2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)		2) Non <input type="checkbox"/>	
b) Examiner les effets négatifs de la pauvreté sur les adolescent(e)s et les jeunes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : Enquête « SILC » http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/introduction 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1,2,3, 4
c) Examiner les questions de violence, d'exploitation et d'abus contre les enfants, les adolescent(e)s et les jeunes, y compris l'exploitation sexuelle et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Instituer des procédures et mécanismes concrets permettant aux adolescent(e)s et aux jeunes de participer à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des activités de développement ayant un impact direct sur leur vie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : Consultation des jeunes dans le cadre du plan jeunesse de la Communauté française (http://www.conseildelajeunesse.be/Le-Plan-Jeunesse-avance) 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser Affectation de personnel et de moyens financiers au Conseil de la Jeunesse pour effectuer des consultations de jeunes. 2) Non <input type="checkbox"/>	3
e) Veiller à ce que les adolescent(e)s et les jeunes aient les mêmes droits et accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris les services de prévention du VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : Au niveau fédéral, les centres de références Sida ; en Communauté française, les centres de planning familiaux et diverses organisations (cfr. Infra) et en Flandre, Sensoa 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser : WIV is measuring hiv diagnoses for Belgium 2) Non <input type="checkbox"/>	3
f) Collecter des données désagrégées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom « Gender generation programme »	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____	1,2,3, 4

par âge et par sexe sur la situation socioéconomique des adolescent(e)s et des jeunes	http://www.unece.org/pau/ggp/welcome.html , http://www.ggp-i.org/ https://www.uclouvain.be/366435.html 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)		2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	
g) Autre, préciser _____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste des groupes de populations ciblés dans le guide de l'enquêteur

2.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions intéressants les adolescent(e)s et les jeunes (de 10 à 24 ans)

Parmi les questions relatives aux besoins des adolescent(e)s et aux jeunes (de 10 à 24 ans), qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.5 ci-dessus)	Communauté française : Instituer des procédures et mécanismes concrets permettant aux adolescent(e)s et aux jeunes de participer à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des activités de développement ayant un impact direct sur leur vie
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	Mise en place d'un site pour la communication et la consultation autour du plan jeunesse : www.plan12-25.be Consultation de 1500 jeunes et rapport de synthèse de cette consultation http://www.conseildelajeunesse.be/Le-Plan-Jeunesse-avance
c) Eléments facilitateurs	Le dégagement de moyens financiers et humains pour réaliser la consultation La participation de la société civile et des organisations communautaires à l'échelon local
d) Obstacles	Les différences de timings entre le processus politique et les consultations.

2.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant les besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années
a) Action, engagement solidaire et image positive des jeunes

b)	Valorisation des compétences des jeunes, orientation et choix de vie
c)	Lutte pour l'égalité des chances et prévention générale
d)	Expérimentations et transitions vers l'autonomie
e)	Sensibilisation par et pour les jeunes aux enjeux de société

2.8. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) aux niveaux national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

- 1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) _____
 2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s) _____
 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____
 4) Non

2.9. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Cap sciences humaines	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____	Direction de l'Egalité des Chances de la communauté française de la Communauté française	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Sensibilisation / prévention des jeunes à la violence dans leurs relations amoureuses – orientation scolaires des filles et des garçons
b) Université des femmes	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/>	Direction de l'Egalité des Chances de la Communauté	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques	Education des filles et des garçons

	<input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____	é française	<input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	- droits sexuels et reproductifs
c) Infor Jeunes	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	Information des jeunes sur leurs droits, orientation scolaire stéréotypées, etc.
d) Centre d'études sociologiques des Facultés Saint Louis (Bruxelles, Belgique)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____	Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Service de la Jeunesse	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	Rédaction d'une recherche préparatoire à l'élaboration du Plan Jeunesse

2.10. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Tr@me SCRL	Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles,	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/>	Soutien méthodologique aux groupes de

	Service de la Jeunesse	3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	travail du Plan Jeunesse et rédaction d'un rapport.
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	

2.11. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) Flanders International Cooperation Agency, Flanders, Belgium	ILO/Department of Labour, South Africa	1) Financial <input checked="" type="checkbox"/> 2) Technical <input checked="" type="checkbox"/> 9) Other, specify ___ <input type="checkbox"/>	Creating green and decent job opportunities in Free State Province with a special emphasis on youth unemployment
b) Flanders International Cooperation Agency, Flanders, Belgium	Local Community Governments	1) Financial <input checked="" type="checkbox"/> 2) Technical <input checked="" type="checkbox"/> 9) Other, specify ___ <input type="checkbox"/>	“Adoption” of four local community centres in South Africa. The project mainly targets young people. Activities are being set up, both with and for these young people, in the fields of arts, heritage, socio-cultural activities and sports. The core idea of this project is that the local community centres will build the capacities needed to develop and carry out their activities
c) SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement. - Coopération belge au Développement	RDC – Projet OIT – Organisation Internationale du Travail Programme d’activité pour l’emploi des jeunes dans la province du Katanga (PAEJK)	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Formation professionnelle
c) SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement. - Coopération belge au Développement	Appui à de nombreuses ONG et à des organisations multilatérales dont l’UNICEF et le FNUAP pour des programmes dans les pays en développement	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui financier pour des programmes destinés aux enfants et aux jeunes en matière de protection, santé, éducation...

Répondre au vieillissement et aux besoins des personnes âgées

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s):
Institution(s)/Département(s):
Adresse(s) électronique(s):

Numéro(s) de téléphone – (Fixe):	(Mobile):
Numéro(s) de fax:	
Date(s) de l'entretien:	

2.12. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) ?

1) Oui

2) Non (*passer au 2.14*)

2.13. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblées et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs au vieillissement et aux besoins des personnes âgées (60 ans et +)	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a) Protocole d'accord n° 3 conclu entre le Gouvernement fédéral et les Communautés et les Régions concernant la politique de santé à mener à l'égard des personnes âgées	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	FPS Health	➤ 65	Start 2005 Last revision 2012
b) Care program for geriatric patients	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	FPS Health	➤ 75	Start 2007
c) Commission des seniors de la Communauté française	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Fédération Wallonie-Bruxelles	tous	Décret du 26 mai 2011
d) Plan 2010-2013 pour l'égalité et la diversité dans les médias audiovisuels de la Communauté française	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Fédération Wallonie-Bruxelles (Conseil supérieur de l'audiovisuel)	tous	
d) Règlement relatif à l'accessibilité des	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/>		Groupe 7	Mai 2011

programmes aux personnes à déficience sensorielle de la Communauté française	2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>			
e) Opération "Carrefours des Générations" de la Communauté française	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	FWB + CCF	tous	2008
f) Appel à projet de la Communauté française	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>		tous	2011
g) Flanders: ouderenbeleidsplan	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Department of Welfare, Health and Family	60+	2010 - 2014
h) Flanders: dementieplan	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>		People with dementia	2010 - 2014
i) Joint programming initiative on ageing "More Years better lives)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	BELSPO	60+	
j) « Plan pour l'emploi des travailleurs âgés »(2013)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>		SPF Emploi-travail-Concertation sociale		

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur

2.14. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) ?

- 1) Oui Au niveau des Communautés
2) Non (passer au 2.16)

2.15. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Entités institutionnelles chargées du vieillissement et des besoins des personnes âgées (60 ans et +)	Année de création
a) Service de prospective démographique au sein du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles	2009
b) De Vlaamse ouderenraad (is a Flemish council for the elderly)	2005
c)	
d)	
e)	

2.16. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives au vieillissement et aux besoins des personnes âgées (60 ans et +)	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Permettre aux personnes âgées de mener une vie indépendante aussi longtemps que possible	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Protocole n°3 & Alternative home care programs for 65 + & in Flanders: beleidsbrief, ouderenbeleidsplan, beheersovereenkomst Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid, Flanders' Care 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser 61 projets en cours 2) Non <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
b) Fournir des services sociaux, y compris les soins à long terme	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Protocole n°3 & extern liaison function the hospital and social services in the community & In Flanders: beleidsbrief, ouderenbeleidsplan, beheersovereenkomst Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser For each hospital with a geriatric care program there is a budget for the extern liaison function In Flanders, the government subsidises additional home care services 2) Non <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
c) Permettre aux personnes âgées de faire usage de toutes leurs compétences et de toutes leurs capacités	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Flanders : ouderenbeleidsplan 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser _____ Non <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
d) Etendre ou	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__	1) Oui <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

augmenter les prestations et/ou les pensions de vieillesse, et/ou des programmes de soutien du revenu en faveur des personnes âgées, y compris les pensions non contributives	2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	2) Non <input type="checkbox"/>	Préciser _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	
e) Fournir des soins de santé appropriés, accessibles et à des prix abordables pour satisfaire les besoins des personnes âgées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom In Flanders: beleidsbrief, beheersovereenkomst Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
f) Lutter contre la négligence, les sévices et les violences envers les personnes âgées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Vlaams Ondersteuningscentrum Ouderenmis(be)handeling _____ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
g) Prévenir la discrimination contre les personnes âgées, particulièrement les veuves	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom_Décret de la Communauté française du 12.12.2009 visant à lutter contre certaines formes de discrimination & ouderenbeleidsplan de la Communauté flamande 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser_Campagnes d'information et de sensibilisation – traitement des plaintes, etc. _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
h) Accroître les opportunités d'emploi pour les travailleurs âgés	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom ouderenbeleidsplan de la Communauté flamande 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser Campagnes 2) Non <input type="checkbox"/>	2
i) Apporter un appui aux familles qui s'occupent de personnes âgées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom This is part of the dementia program & ouderenbeleidsplan de la Communauté flamande 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser Reference persons for dementia in LT care	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>

	point suivant)		organisations to support the families and the care professionnals & Semi-residential and relief care 2) Non <input type="checkbox"/>	
j) Collecter les données désagrégées par âge et par sexe, sur la situation socioéconomique et les conditions de vie des personnes âgées	1)Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom •FPS Public Health (Study BELRAI) ; • DATAWERHOUSE (financement BELSPO) •participation à l'enquête SHARE (survey on Health, ageing and retirment in europe) avec financement BELSPO •financement Belspo/Flandre/fédéral/C FB de l'enquête de l'UNECE Gender and Generations project •En Flandre : service d'étude de la gouvernement 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser 2) Non <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input checked="" type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
k) Instituer des procédures et des mécanismes concrets pour que les personnes âgées puissent participer à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités ayant un impact direct sur leur vie	1)Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Lokale ouderenparticipatie de la Communauté flamande 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser 2) Non <input type="checkbox"/>	3
l) Autre, préciser ___Favoriser la créativité —	1)Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom___ Décret de la Communauté française du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser 2) Non <input type="checkbox"/>	3

	artistiques en amateur 2) Non <input type="checkbox"/>			
--	---	--	--	--

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

2.17. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +).

Parmi les questions liées au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.16 ci-dessus)	<ol style="list-style-type: none"> 1. BELRAI 2. Alternative care programs for elderly 3. In the Flemish Community, all issues related to ageing are noted down in the Flemish policy plan for older people and monitored after 2 years implementation.
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<ol style="list-style-type: none"> (1) Report in progress (2) Study in progress (3) Monitoring report
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

2.18. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant le vieillissement et/ou les besoins des personnes âgées (60 ans et +) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années
a) Preventing admission in nursing home for elderly & Development of innovative strategies to help people live longer independent at home
b) To provide sufficient, affordable, appropriate and accessible social services and health care including long-term care & care facilities for elderly with the focus on home care
c) The financial sustainability of the elderly care
d) Prevention programs with the focus on falls prevention, denutrition and inappropriate drugs use
e) Promoting employment opportunities for older workers

f) Collecting age and sex-disaggregated data on the socio-economic status and living conditions of older persons

2.19. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur le vieillissement et/ou les besoins des personnes âgées (60 ans et +) aux niveau national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

- 1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport(s) KCE (Federal Knowledge Centre) & Report on the Follow up to the Regional implementation Strategy of the Madrid International Plan of Action on Ageing
- 2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport(s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____
- 4) Non

2.20. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) All the universities with a medical and public health department as well as different NGO's who are active in service delivery	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/>	SPF Santé Publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Advice and study reports
b) Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> _Organisme public autonome	Direction de l'Égalité des Chances de la Communauté française	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Accueil des plaignants, traitement des plaintes, avis et recommandation, prestations en justice, formation et sensibilisation
c) Fondation Roi Baudouin	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres	CCF + FWB	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale	Stimule la rencontre entre les générations

	universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> _____ Fondation		<input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser : _____ <input type="checkbox"/>	autour d'initiatives intergénérationnelles
d) Courants d'âges	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input checked="" type="checkbox"/> _____ association	Fédération Wallonie-Bruxelles	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Création d'un portail internet : intergenerations.be
a) Vlaamse ouderenraad	1) National NGO <input type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Older Persons' Groups <input checked="" type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify _____	Ministry of Welfare, Health and Family	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input checked="" type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify _____ <input type="checkbox"/>	
b) Expertisecentrum Dementie Vlaanderen	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Older Persons' Groups <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify _____	Ministry of Welfare, Health and Family	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input checked="" type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input checked="" type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input checked="" type="checkbox"/> 9) Other, specify _____ <input type="checkbox"/>	
c) Vereniging van Vlaamse Steden en	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/>	Ministry of Welfare, Health and	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection	

Gemeenten	3) Older Persons' Groups <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify____	Family	<input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input checked="" type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input checked="" type="checkbox"/> 9) Other, specify____	
-----------	--	--------	---	--

2.21. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Pixima	FPS Health	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	Software
b) Nubel	FPS Health	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	Software

c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	
----	--	--	--

2.22. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge les plans de développement des pays auxquels nous donnons un appui budgétaire sectoriel.	Ouganda, Rwanda, Mozambique	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui budgétaire au secteur de la santé
b) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge dans les systèmes d'assurance maladie invalidité auxquels nous donnons un appui technique et financier	Sénégal, Bolivie, Equateur, Pérou	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui technique et financier au système d'assurance maladie-invalidité
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

Répondre aux besoins des personnes handicapées

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution(s)/Département(s): Adresse(s) électronique(s): Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____ Numéro(s) de fax: _____ Date(s) de l'entretien: _____
--

2.23. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins des personnes handicapées ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 2.25)

2.24. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins des personnes handicapées	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a) Décret de la Communauté française du 12.12.2008 visant la lutte contre certaines formes de discrimination	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Direction de l'Égalité des Chances de la Communauté française	Toute personne handicapée	2008
b) Flanders : Open Method of Coordination	1) Policy <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy <input checked="" type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Equal Opportunities in Flanders		2010-2014
c) Mise en œuvre de la UNCRPD	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	SPF Sécurité sociale Et les entités fédérées	Personnes handicapées	

	3) Stratégie <input type="checkbox"/>				
d) Région wallonne : Contrat de gestion AWIPH + Le Plan Égalité des chances wallon	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> (Contrat de gestion AWIPH) 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/> (pour le Plan)	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	AWIPH + Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé (DGO5) pour le Plan.	Personnes handicapées	2012-2017 pour le Contrat. 2009-2014 pour le Plan.

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur

2.25. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des besoins des personnes handicapées ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 2.27)

2.26. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Entités institutionnelles chargées des besoins des personnes handicapées	Année de création
a) Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées - AWIPH	1995
b) Flanders : Vlaams Agentschap voor personen met een Handicap - VAPH	1991
c) Phare – Personne Handicapée Autonomie Recherchée	
d) Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme	
e) Equal Opportunities in Flanders	1995 (since 2010 working on disability)
f) Service public federal sécurité sociale	

2.27. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux besoins des personnes handicapées au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives aux personnes handicapées	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Garantir un système d'éducation générale où les enfants ne sont pas exclus sur la base du handicap	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : entre autre, au niveau de la Région wallonne : Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser entre autre : Création de la « Commission de soutien à la scolarité de jeunes présentant un handicap » 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
b) Créer des opportunités d'emploi pour les personnes handicapées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : entre autre, au niveau de la Région wallonne : Arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi + Convention cadre Région wallonne – FOREM – AWIPH + Arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées + Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser entre autre, au niveau de la Région wallonne d'accompagnement de la convention cadre + Divers rapports officiels périodiquement transmis au Gouvernement wallon 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

	<p>relatif à l'emploi des travailleurs handicapés dans les provinces, les communes et les associations de communes + Code Wallon de la Fonction Publique (AGW du 18/12/2003) relatif à l'emploi des personnes handicapées au sein des services du Gouvernement wallon et dans certains Organismes d'intérêt public</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)</p>			
<p>c) Veiller à ce que les personnes handicapées aient les mêmes droits et accès aux soins de santé sexuelle et de reproduction, y compris des informations et des services de planification familiale, et des services de prévention du VIH</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : entre autre, au niveau de la Région wallonne : Comité d'accompagnement AWIPH/DGO5 (Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser : Subventions accordées à des Centres de Planning Familial wallons en vue de favoriser la vie sexuelle et affective des personnes handicapées</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1,2,3, 4</p>
<p>d) Développer les infrastructures pour s'assurer que les personnes handicapées aient accès, sur une base d'égalité avec les autres personnes, à l'environnement physique, aux transports, à l'information et aux communications, et à d'autres installations et services fournis au public</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme – CECLR + Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie (CWATUPE)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser_Proto cle de collaboration entre le CECLR et la Région wallonne + CWATUPE (articles 414 et 415) + Subventions octroyées au Collectif Accessibilité</p>	<p>1,2,3, 4</p>

		<p>Wallonie- Bruxelles (CAWaB) Région de Bruxelles- Capitale.</p> <p>Accès aux transports : comme indiqué dans le rapport d'activités de la Commission régionale de mobilité, la sous-section PMR (personnes à mobilité réduite) examine de manière récurrente l'état d'avancement de la stratégie intégrée PMR de la STIB (cf. contrat de Gestion Région – STIB), la mise en accessibilité des stations de métro (notamment dans le cadre du projet de l'automatisati on du métro Pulsar), la continuité de l'accompagne ment des PMR entre opérateurs</p>	
--	--	---	--

			<p>(STIB et SNCB) et les taxis adaptés aux PMR ; c'est une manière de vérifier, encourager, etc. les actions des divers intervenants en matière d'accessibilité du transport public à la personne handicapée.</p> <p>Accès à l'environnement :</p> <p>* nous disposons d'un plan d'actions de sécurité routière lequel inclut des mesures visant à accroître la sécurité et donc la mobilité, des piétons dont les PMR.</p> <p>* un « plan piéton » est actuellement en cours d'approbation par le Gouvernement : celui-ci contient divers éléments, dont l'un est un élément clef pour ce qui</p>	
--	--	--	--	--

			<p>concerne l'accès à l'espace public : il s'agit du « Go 10 ». Le Go 10, pour l'élaboration duquel un groupe de travail vient d'être mis sur pied, devra contenir 10 critères pour un aménagement POUR le piéton, et correspondant aux besoins de celui-ci, préalablement déterminés. Dans ces 10 critères, un critère d' « universal design » est mis en avant, pour un espace public accessible à TOUS les piétons, dans une vision inclusive de la personne handicapée. Ce Go 10 sera destiné à tout qui conçoit un aménagement de voirie.</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	
e) Renforcer et étendre les services et programmes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> En Communauté flamande	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser : A project plan	3

<p>d’habilitation et de réhabilitation en faveur des personnes handicapées</p>	<p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>		<p>has been elaborated in order to implement the aspirations of the policy document 2020. Different new services have been conceived _____ 2) Non <input type="checkbox"/></p>	
<p>f) Instituer des procédures et mécanismes concrets pour les personnes handicapées pour leur permettre de participer à la planification, la mise en œuvre et l’évaluation des activités ayant un impact direct sur leur vie</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : Fonctions consultatives des personnes handicapées légalement instituées 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser : En Région Wallonne, Conseils des usagers dans les services agréés et subventionnés + Commission wallonne de la personne handicapée + Conseil consultatif de la personne handicapée dans certaines communes... In Flanders, different NGO’s are represented in the board of the Flemish Agency. 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>3</p>
<p>g) Garantir aux personnes handicapées une protection juridique égale et effective contre la discrimination, quelle qu’en soit la raison</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Centre pour l’égalité des chances et la lutte contre le racisme – CECLR + Les Espaces Wallonie (www.stop-discrimination.be) &</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser Protocole de collaboration entre le CECLR et la Région</p>	<p>3</p>

	<p>Flemish Decree holding the framework for the equal opportunities and equal treatment policy (10.07.2008)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>		<p>wallonne & creation of 13 complaint centres in Flanders</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	
<p>h) Promouvoir l'égalité en prenant toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que les besoins des personnes handicapées soient raisonnablement pris en compte dans tous les aspects de la vie économique, sociale, politique et culturelle</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom - Convention des nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) ; - la Région wallonne a adopté le 30 avril 2009 deux décrets portant assentiment à cette Convention, l'un relatif aux matières régionales, l'autre aux matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française. -Flemish Regulation concerning the accessibility to public buildings (05.06.2009)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser - Région Wallonne : Désignation de l'AWIPH comme point focal CDPH. - In Flanders, the website www.toegankelijkgebouw.be contains the Flemish manual on accessibility. It gives a more in depth explanation of the norms in the accessibility Regulation and provides recommendations to ensure full accessibility. It frames the Regulation in the broader context of Universal Design and highlights certain aspects that are important in the light of full accessibility</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser - Région Wallonne : Désignation de l'AWIPH comme point focal CDPH. - In Flanders, the website www.toegankelijkgebouw.be contains the Flemish manual on accessibility. It gives a more in depth explanation of the norms in the accessibility Regulation and provides recommendations to ensure full accessibility. It frames the Regulation in the broader context of Universal Design and highlights certain aspects that are important in the light of full accessibility</p>	<p>3</p>

		<p>but weren't included in the Regulation itself. The manual is built as a practical tool with tips and illustrations. It wants to prove that the Regulation doesn't limit the possibilities but that it challenges designers to find esthetic as well as accessible solutions.</p> <p>The campaign 'Accessible Flanders': This campaign wants to raise awareness about accessibility of public buildings. The website www.toevla.be contains information regarding the accessibility both of buildings, premises and tourist facilities such as town and city halls, schools, hotels, museums,</p>	
--	--	--	--

		<p>socio-cultural centres, sports centres, cycle paths, footpaths and other tourist facilities.</p> <p>En région de Bruxelles Capitale: La coordination « Accessibilité Intégrale » a pour mission de réunir les différents acteurs dans une plateforme de concertation régionale. Les objectifs de la plateforme « Accessibilité Intégrale » sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager le partenariat, la coopération, la cohérence et la complémentarité des services concernés dans un projet central d'analyse et d'action ; - Stimuler la dynamique entre les différents secteurs concernés ; - Former un point de référence pour tous les 	
--	--	---	--

			<p>services qui rencontrent des problèmes sur le plan de l'accessibilité;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser les espérances de chaque secteur concerné en identifier les actions prioritaires afin de les soumettre au gouvernement via la coordination régionale concernant l'accessibilité intégrale ; - Encourager toutes les actions (sociale, éducatives, ...) qui peuvent aider à éliminer toute discrimination concernant l'accessibilité. <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	
<p>i) Apporter un appui aux familles qui s'occupent de personnes handicapées</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom</p> <ul style="list-style-type: none"> - Région Wallonne : Awiph fonctions consultatives officielles + aides financières spécifiques (Ex : Répit,...) - Flanders : the general policy document 2009-2014 of the Flemish Minister of Welfare, health care and the family 	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <ul style="list-style-type: none"> - Région Wallonne : Préciser Plusieurs objectifs du contrat de gestion 2012-2017, conclu le 14 juin 2012 entre l'AWIPH et le Gouvernement 	<p>3</p>

	2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)		t wallon. - Flanders : different measures are being taken to support the families of people with disabilities 2) Non <input type="checkbox"/>	
j) Collecter des données désagrégées par âge, sexe, lieu de résidence, origine ethnique et sociale ou autre, sur la situation civile, politique et socioéconomique des personnes handicapées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom - HANDILAB (enquête auprès des personnes handicapées relatives à leurs conditions de vie) - programme AGORA de BELSPO - Flanders : Indicator set (within the framework of the Open Method of Coordination). Different policy measures were taken to improve the position of people with disabilities in society 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser 2) Non <input type="checkbox"/>	Handilab fini, valorisé durant une conférence le 6/12/2012
k) Other: Addressing the issue of political and societal participation	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> (as a part of the action plans within the Open Method of Coordination 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> A research project on dynamic policy participation of people with disabilities was launched as well as a project developing experience and insight on the support of	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>

			political participation of people with mental disabilities	
			2) No <input type="checkbox"/>	

**Voir la liste en annexe*

2.28. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux besoins des personnes handicapées.

Parmi les questions liées aux besoins des personnes handicapées qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des personnes handicapées et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.27 ci-dessus)	Promouvoir l'égalité en prenant toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que les besoins des personnes handicapées soient raisonnablement pris en compte dans tous les aspects de la vie économique, sociale, politique et culturelle Cfr. 2.27 e) 'Establishing new services and programmes for people with disabilities'
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	« Mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées » - Premier rapport périodique de la Belgique- Juillet 2011 New services generated (examples of the new flemish policy): Services for inclusive support (DIO); services to support the individual plan of the disabled person (DOP)
c) Éléments facilitateurs	Article 33 de la Convention des Nations Unies (CDPH) The paradigm shift settled by the UN Convention on the rights for people with disabilities
d) Obstacles	Complexité du paysage institutionnel belge Restraint of regular services to focus on people with disabilities as 'regular' clients
Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des personnes handicapées et pertinentes dans le contexte national	
e) Intitulé de la question (mentionnée au 2.27 ci-dessus)	Promouvoir l'égalité en prenant toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que les besoins des personnes handicapées soient raisonnablement pris en compte dans tous les aspects de la vie économique, sociale, politique et culturelle

	Cfr. 2.27 e) ‘Establishing new services and programmes for people with disabilities’
f) Réalisations obtenues (documents à l’appui)	New services generated (examples of the new Flemish policy): Services for inclusive support (DIO); services to support the individual plan of the disabled person (DOP)
g) Éléments facilitateurs	The paradigm shift settled by the UN Convention on the rights for people with disabilities
h) Obstacles	Restraint of regular services to focus on people with disabilities as ‘regular’ clients

2.29. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant les besoins des personnes handicapées dont on pense qu’elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives aux besoins des personnes handicapées dont on pense qu’elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années	
Mise en oeuvre de la Convention ONU sur les droits des personnes handicapées	
a)	Article 9 CDPH - Accessibilité
b)	Article 12 CDPH – Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d’égalité & participation in decision making
c)	Article 24 CDPH – Education : inclusive education
d)	Article 19 CDPH - Autonomie de vie et inclusion dans la communauté : deinstitutionalisation
e)	Article 27 CDPH - Travail et emploi : an effective strategy to get people with disabilities to decent work on a permanent basis
f)	guaranteeing support for those who have the most urgent need of support

2.30. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les besoins des personnes handicapées au niveau national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

- 1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) _____
 2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s) Development of a policy instrument for monitoring the Flemish Equal Opportunities policy regarding people with disabilities within the policy framework for disability and the implementation of the CRPD (January 2012); the global policy document 2009-2014 of the Flemish Minister for Welfare, Public Health and Family
 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____
 4) Non

2.31. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des personnes handicapées, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes handicapées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> Organe consultatif officiel instauré par le Décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution	Direction de l'Egalité des Chances de la Communauté française	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser <input type="checkbox"/>	Accueil des plaignants, traitement des plaintes, avis et recommandation, prestations en justice, formation et sensibilisation
b) Commission wallonne de	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données	

la personne handicapée - CWPB	3) Groupes de personnes handicapées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser X Organe consultatif officiel instauré par le Décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution		<input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser : tous les domaines de la CDPH pour lesquels la Région wallonne est compétente <input checked="" type="checkbox"/>	
c) Conseil supérieur national des personnes handicapées	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes handicapées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser X Organe consultatif officiel instauré par AR		1) Prestation de services 2) Recherche et collecte de données 3) Plaidoyer et formulation de politiques X 4) Sensibilisation et mobilisation sociale X 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation 7) Autre, préciser : X	
d) Grip vzw	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Groups of persons with disabilities <input checked="" type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify _____	Flemish Government	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input checked="" type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other: civil rights organization <input checked="" type="checkbox"/>	

e) Inclusion Flanders	1) National/regional NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Groups of persons with disabilities <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify____	Flemish government	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2)Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3)Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify____ <input type="checkbox"/>	Represented in the board of the Flemish Agency
f) KVG (Katholieke Vereniging voor Gehandicapten)	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Groups of persons with disabilities <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify____	Flemish government	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2)Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3)Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify____ <input type="checkbox"/>	See above
g) VFG (Vlaamse Federatie Gehandicapten)	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Groups of persons with disabilities <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify____	Flemish government	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2)Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3)Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify____ <input type="checkbox"/>	See above
h)Belgian Disability Forum	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes handicapées		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/>	

	<input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	
--	---	--	---	--

2.32. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine des personnes handicapées, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1) Nom du partenaire du secteur privé	(2) Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	(3) Domaine d'intervention	(4) Activités menées
a) Opérateurs privés du secteur des loisirs, du tourisme, du sport et de la culture	AWIPH (Région Wallonne)	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	Parrainage et partenariat en vue de l'inclusion du handicap.
b) Ernst & Young	Flemish Government	1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input checked="" type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input checked="" type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify ____ <input type="checkbox"/>	Creating a set of indicators to monitor the framework of objectives within the Open Method of Coordination.
c) Het vertrouwensartscentrum (counselling centre)	Flemish Agency for people with disabilities	1) Service Delivery <input checked="" type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/>	Providing professional support in dealing with unacceptable sexual and other behaviour directed to people with

		6) Education and training <input type="checkbox"/>	disabilities
		9) Other, specify ____ <input type="checkbox"/>	

2.33. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des personnes handicapées, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) Dans le cadre des accords de coopération signés entre la Région wallonne, la Région bruxelloise, la Communauté française de Belgique et des pays tiers, l'AWIPH a été sollicitée en tant qu'opérateur pour mener des projets en partenariat avec le Maroc et la Tunisie dans le domaine de la promotion de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées. Cette collaboration s'est concrétisée par des échanges d'expériences et de savoir-faire.	Maroc et Tunisie	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
b) Flanders International Cooperation Agency	ILO/Department of Labour, South Africa	1) Financial <input checked="" type="checkbox"/> 2) Technical <input checked="" type="checkbox"/> 9) Other, specify ____ <input type="checkbox"/>	Support to the ILO-programme to nurture a strong culture of entrepreneurship among young people in Free State Province, with specific focus on women and disabled people.
c) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge les plans de développement des pays auxquels nous donnons un appui budgétaire sectoriel.	Ouganda, Rwanda, Mozambique	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui budgétaire au secteur de la santé
d) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge dans les systèmes d'assurance maladie invalidité auxquels nous donnons un appui technique et financier	Sénégal, Bolivie, Equateur, Pérou	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui technique et financier au système d'assurance maladie-invalidité

Répondre aux besoins des populations autochtones

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution(s)/Département(s): Adresse(s) électronique(s): Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____ Numéro(s) de fax: _____ Date(s) de l’entretien: _____
--

2.34. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins des populations autochtones?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 2.36) Not relevant. Belgium has no “indigenous people”

2.35. Si OUI, en donner le nom, le type, l’état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblées et le calendrier de mise en œuvre et l’année de démarrage ou de révision.

(1) Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins des populations autochtones	(2) Type	(3) État	(4) Principale institution responsable	(5) Groupes de population ciblées*	(6) Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

	3) Stratégie <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

2.36. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des besoins des populations autochtones ?

1) Oui

2) Non (passer au 2.38)

2.37. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Entités institutionnelles chargées des besoins des populations autochtones	Année de création
a)	
b)	
c)	
d)	
e)	

2.38. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux besoins des populations autochtones au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des populations autochtones	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) En matière d'éducation, créer pour les populations autochtones en matière d'éducation, des conditions leur permettant d'avoir accès à une éducation dans leur propre langue et dans le respect de leur culture	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom___ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser___ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
b) Veiller à ce que les autochtones pris individuellement, et particulièrement les enfants, aient accès à tous les niveaux et toutes les formes d'enseignement public sans discrimination	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom___ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser___ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
c) Créer des possibilités d'emploi décent pour les populations autochtones, sans	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom___ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser___ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

discrimination				
d) Veiller à ce que les populations autochtones aient accès aux soins de santé sexuelle et de reproduction appropriés à leur culture, y compris aux services de prévention du VIH	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
e) Donner le moyen aux populations autochtones d'exercer un droit d'occupation et de gestion sur leurs terres	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
f) Protéger et restaurer les écosystèmes naturels dont les communautés autochtones dépendent pour leur survie et leur bien-être	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
g) Instituer des procédures et mécanismes concrets pour que les populations autochtones puissent participer à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités ayant un impact direct sur leur vie	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
h) Solliciter le consentement libre, préalable et informé des populations autochtones dans les accords commerciaux, les accords d'investissement direct et les accords de concession ayant un effet sur leur vie et sur	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

leur environnement				
i) Protéger les populations autochtones de la discrimination	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
j) Collecter des données désagrégées par âge, sexe et lieu de résidence, sur la situation socioéconomique des populations autochtones	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom différentes recherches de BELSPO: Datawarehouse avec intégration de l'origine (développement très récent) recherche MIGRAGE (pensions et populations autochtones d'origine étrangère) Recherche Careers (position socioéco. des personnes récemment régularisées) BEPLULEX/ Pluralisme juridique et règlement des conflits familiaux dans les communautés de migrants et quelle solution par rapport au droit belge http://www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=TA/00/38 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
k) Autre, préciser _____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste en annexe

2.39. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux besoins des populations autochtones

Parmi les questions liées aux besoins des populations autochtones, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations

sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des populations autochtones et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.38 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

2.40. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant les besoins des populations autochtones dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives aux besoins des populations autochtones dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années
a)
b)
c)
d)
e)

2.41. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les besoins des populations autochtones aux niveaux national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

- 1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____
- 4) Non

2.42. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des populations autochtones, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
-----	-----	-----	-----	-----

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> _Organisme public autonome	Direction de l'Égalité des Chances	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Accueil des plaignants, traitement des plaintes, avis et recommandation, prestations en justice, formation et sensibilisation
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de populations autochtones <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de populations autochtones <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/>	

	<input type="checkbox"/> _____		7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
--	--------------------------------	--	--	--

2.43. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine des populations autochtones, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1) Nom du partenaire du secteur privé	(2) Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	(3) Domaine d'intervention	(4) Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	

		<input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	
--	--	--	--

2.44. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des populations autochtones, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
b)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

SECTION 3. URBANISATION ET MIGRATIONS INTERNES (CHAPITRE IX)

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution(s)/Département(s): Adresse(s) électronique(s): Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____ Numéro(s) de fax: _____ Date(s) de l'entretien: _____
--

3.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à l'urbanisation et aux migrations internes ?

- 1) Oui Official objective in the Flanders Region: keep young families in the larger cities
 Objectif du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de développer un logement accessible à tous pour éviter l'exode urbain.
- 2) Non (passer au 3.3)

3.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblées et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1) Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à l'urbanisation et aux migrations internes	(2) Type	(3) État	(4) Principale institution responsable	(5) Groupes de population ciblées*	(6) Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

	<input type="checkbox"/>				
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

3.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives à l'urbanisation et à la répartition démographique interne ?

- 1) Oui In Flanders and in Brussels
 2) Non (passer au 3.5)

3.4. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées de l'urbanisation et de la repartition démographique interne	Année de création
a) « Service de la Politique des grandes villes » auprès du SPP « Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et politique des grandes villes » http://www.mi-is.be/be-fr/politique-des-grandes-villes/politique-des-grandes-villes	2002
b) Région Wallonne : CRAT (Commission régionale d'aménagement du territoire)	1985
c)	
d)	
e)	

3.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD, relatives à l'urbanisation et aux migrations internes dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives à l'urbanisation et aux migrations internes	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Promouvoir la croissance des petits et moyens centres urbains	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe__ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
b) Promouvoir des stratégies de développement rural pour réduire les facteurs d'urbanisation	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe__ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
c) Promouvoir la décentralisation	1) Yes <input type="checkbox"/> Name__	1) Yes <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>

	2) No <input checked="" type="checkbox"/> (Go to the next issue)	2) No <input type="checkbox"/>	Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	4 <input type="checkbox"/>
d) Garantir des terres, un logement, des services et des moyens de subsistance aux pauvres des villes	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
e)Faciliter l'intégration des migrants des campagnes vers les villes	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
f) Favoriser la gestion de l'environnement dans les agglomérations urbaines	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
g) Promouvoir l'appui aux personnes déplacées en matière de santé, d'éducation, de formation et d'emploi (<i>le cas échéant</i>)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>

h) Planifier la croissance de la population urbaine en amont	1) Yes <input type="checkbox"/> Name____ 2) No <input checked="" type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
i) Autre, préciser _____	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name Oui recherche du programme Société et Avenir de BELSPO intitulée GROSE: croissance et cohésion sociale dans la ville (http://www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=TA/00/26) 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>

*Voir la liste en annexe

3.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées à l'urbanisation et aux migrations internes

Parmi les questions liées à l'urbanisation et aux migrations internes, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives à l'urbanisation et aux migrations internes et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 3.5 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments	

facilitateurs	
d) Obstacles	

3.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'urbanisation et aux migrations internes dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années?

Questions relatives à l'urbanisation et aux migrations internes dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années

a) Keeping young families in the larger cities
b)
c)
d)
e)

3.8. Existe-t-il des restrictions juridiques ou pratiques à la circulation des personnes dans le pays, y compris la nécessité d'avoir un permis de travail, une pièce d'identité et une preuve d'emploi ou une adresse légale au lieu de destination, sur la base du statut sérologique, ou, pour les femmes, la nécessité d'avoir une autorisation du mari ou du tuteur légal?

- 1) Oui, juridiques (liste de ces restriction(s): _____)
- 2) Oui, pratiques (liste de ces restriction(s): _____)
- 3) Oui, juridiques et pratiques (liste de ces restriction(s): _____)
- 4) Non

3.9. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les migrations internes et/ou l'urbanisation aux niveau national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

- 1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____
- 4) Non

3.10. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les déplacés internes et/ou les réfugiés?

- 1) Oui Une évaluation initiale pour répondre aux déplacements de population après une crise/catastrophe
- 2) Oui Pour obtenir un profil des personnes déplacées
- 3) Oui Dans le cadre d'enquêtes couvrant les populations réfugiées
- 4) Non Néant (*passer au 3.12*)

3.11. Si OUI, decrier les principales mesures prises pour protéger et assister les réfugiés et les personnes déplacées sur la base de ces évaluations/analyses de situation.

Special programs are implemented to disperse refugees. Actually, we do not have 'internally displaced persons'

3.12. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'urbanisation et des migrations internes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de migrants <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de migrants <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de migrants <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

3.13. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine de l'urbanisation et des migrations internes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1) Nom du partenaire du secteur privé	(2) Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	(3) Domaine d'intervention	(4) Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____	

		<input type="checkbox"/>	
--	--	--------------------------	--

3.14. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de l'urbanisation et des migrations internes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge les plans de développement des pays auxquels nous donnons un appui budgétaire sectoriel.	Ouganda, Rwanda, Mozambique	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui budgétaire au secteur de la santé
b) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge dans les systèmes nationaux de santé auxquels nous donnons un appui technique et financier	Burundi, RDC, Bénin, Niger...	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui technique et financier au système national de santé
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

SECTION 4. MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT (CHAPITRE X)

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution(s)/Département(s): Adresse(s) électronique(s): Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____ Numéro(s) de fax: _____ Date(s) de l'entretien: _____
--

4.1 Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux migrations internationales et au développement ?

- 1) Oui in Flanders
 2) Non (passer au 4.3)

4.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux migrations internationales et au développement	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/> 3) <input type="checkbox"/>			
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/> 3) <input type="checkbox"/>			
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/> 3) <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre <input type="checkbox"/>			

	<input type="checkbox"/>				
	3) <input type="checkbox"/>	Stratégie	entamée <input type="checkbox"/>		
e)	1) <input type="checkbox"/>	Politique	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/>		
	2) <input type="checkbox"/>	Programme	2) Mise en œuvre entamée		
	3) <input type="checkbox"/>	Stratégie	<input type="checkbox"/>		

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

4.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives aux migrations internationales et au développement ?

1) Oui

2) Non (passer au 4.5)

4.4. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des migrations internationales et du développement	Année de création
a)	
b)	
c)	
d)	
e)	

4.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux migrations internationales et au développement dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives aux migrations internationales et au développement	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Examiner les causes profondes des migrations pour que les migrations se fassent par choix et non par nécessité	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
b) Protéger les migrants contre les violations des droits de l'homme, le racisme, l'ethnocentrisme et la xénophobie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ - Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et loi anti-discrimination du 10 mai 2007 qui interdit la discrimination fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, conviction syndicale la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	3

	<p>sociale.</p> <p>- Décret de la Communauté française du 12.12.2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination</p> <p>- Decree holding the framework for the Flemish equal opportunities and equal treatment policy (10.07.2010) with Creation of 13 discrimination complaint centres</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)</p>			
c) Tenir compte du sexe et de l'âge dans la formulation des politiques d'immigration	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Préciser__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
d) Examiner les facteurs qui contribuent aux déplacements internes forcés	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Préciser__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
e) Renforcer l'appui aux activités internationales visant à protéger et à aider les réfugiés et les personnes déplacées	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__</p> <p>L'aide aux réfugiés et personnes déplacées est prévue dans le cadre de la stratégie d'aide humanitaire</p> <p>L'UNHCR, est une organisation partenaire de la coopération au développement.</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Une contribution est octroyée aux ressources générales de l'UNHCR. Des projets d'aide aux réfugiés et IDPs sont financés chaque année via l'aide humanitaire.</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Préciser__</p> <p>Un appui institutionnel est apporté à l'UNHCR dont le mandat est la protection et l'assistance aux réfugiés</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	3
f) Lutter contre la traite et le trafic des migrants	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Préciser__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4

<p>g) Faciliter les transferts de fonds des immigrés et leur utilisation aux fins du développement</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Programme « Migration pour le Développement en Afrique (MIDA) » mené par l'OIM et financé par la DGD__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ____</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>3,</p>
<p>h) Renforcer le dialogue et la coopération entre les pays d'origine, de transit et de destination</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Dans le cadre du Gender Agreement Migration and Mobility (GAMM) de l'UE via un programme de retour au Maroc et mené par l'OIM_</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser ____</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>3,</p>
<p>i) Améliorer les données désagrégées sur les migrations internationales (y compris les migrations forcées) en prenant en compte l'âge, le sexe et d'autres variables en termes d'équité et de vulnérabilité</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom recherches de BELSPO: FEMIGRIN (migrations des femmes: http://www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=TA/00/30) NOMIBE (nouvelles migrations en Belgique: http://www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=TA/00/13)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser ____</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>,3,</p>
<p>j) Autre, préciser : Inciter la diaspora à apporter sa contribution au secteur privé pour promouvoir le développement économique du pays d'origine</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Projet pilote de mobilisation des Marocains résidant en Belgique pour le Développement du Maroc (MEDMA II) __</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ____</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>3,</p>

*Voir la liste en annexe

4.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux migrations internationales et au développement.

Parmi les questions liées aux migrations internationales et au développement, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux migrations internationales et au développement et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 4.5 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

4.7. Sur une échelle de 1 à 4, indiquer dans quelle mesure les priorités suivantes en termes de migrations internationales sont prises en compte dans le contexte national actuel.

(1)	(2)
Priorités en termes de migrations internationales	Degré de priorité (1=faible; 2=quelque peu faible; 3=quelque peu élevé; 4=élevé)
Pays d'origine	
a) Définir les causes profondes des migrations et faire en sorte que rester dans son pays soit une option viable pour tous.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
b) Faciliter l'entrée des fonds envoyés, grâce à des politiques économiques saines et à des mécanismes bancaires adéquats.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
c) Prévoir des dispositions pour le rapatriement volontaire et le retour en toute sécurité des migrants, y compris les migrants forcés	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
d) Faciliter l'échange d'informations sur les politiques migratoires	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
e) Faciliter la réinsertion des migrants	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
f) Créer des mécanismes de promotion des	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>

investissements de la diaspora et de leur contribution auprès des communautés d'origine	4 <input type="checkbox"/>		
Pays d'accueil			
g) Assurer aux migrants en règle et aux membres de leurs familles le même traitement que celui reçu par les nationaux sur le plan des droits fondamentaux	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
h) Protéger les femmes et les enfants qui émigrent en tant que membres de famille contre les abus et le déni de leurs droits fondamentaux	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
i) Œuvrer dans le sens de l'intégration du regroupement familial dans la législation nationale	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
j) Prévenir les actions et les politiques racistes et xénophobes	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
k) Prévenir l'exploitation des migrants clandestins, et protéger leurs droits humains fondamentaux	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
l) Prévenir le trafic international des migrants, et les protéger contre le racisme, l'ethnocentrisme et la xénophobie	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
m) Informer les migrants potentiels des conditions légales d'entrée, de séjour et d'emploi dans les pays hôtes	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
n) Faciliter l'intégration des migrants, y compris les migrants forcés	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
o) Prévenir la discrimination des migrants sur la base de l'âge, du sexe, de la race, du statut sérologique, de la religion ou de l'incapacité	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Tous les pays			
p) Engager des négociations bilatérales ou multilatérales, entre autres, sur les accords de réadmission qui protègent les droits fondamentaux des migrants clandestins, conformément aux instruments internationaux en la matière	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
q) Renforcer l'appui aux activités internationales visant à protéger et à assister les réfugiés et les personnes déplacées	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
r) Permettre aux migrants, aux personnes déplacées et aux réfugiés d'accéder aux services de santé, notamment aux services de santé sexuelle et reproductive	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>

s) Appuyer la collecte des données et le suivi des effectifs et des flux des migrants	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input type="checkbox"/>		

4.8. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes relatives au développement et aux migrations internationales que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives aux migrations internationales et au développement, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années

a)
b)
c)
d)
e)

4.9. Le pays a-t-il procédé à une évaluation ou à une analyse de situation des migrations internationales et du développement au niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citer le/les rapports.

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) _____
- 2) Oui Au niveau infranational uniquement, indiquer le/les rapport(s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, indiquer le/les rapport(s) _____
- 4) Non

4.10. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des migrations internationales et du développement, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> Organisme public autonome	Direction de l'Égalité des Chances	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Accueil des plaignants, traitement des plaintes, avis et recommandation, prestations en justice, formation et sensibilisation
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes des jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/>	

	recherche <input type="checkbox"/>		5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	
	5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____		6) Éducation et formation <input type="checkbox"/>	
			7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

4.11. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des migrations internationales et du développement au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/>	

		<input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
--	--	---	--

4.12. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des migrations internationales et du développement, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge les plans de développement des pays auxquels nous donnons un appui budgétaire sectoriel.	Ouganda, Rwanda, Mozambique	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui budgétaire au secteur de la santé
b) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge dans les systèmes nationaux de santé auxquels nous donnons un appui technique et financier	Burundi, RDC, Bénin, Niger...	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui technique et financier au système national de santé
c) DGD (Direction Générale Développement) Belgique	RD C Projet via l'OIM – Organisations Internationales pour les Migrations	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Renforcement des capacités de gestion de la migration, frontière Zongo - Kamako

SECTION 5. FAMILLE, BIEN-ÊTRE DES INDIVIDUS ET SOCIÉTÉS (CHAPITRE V)

Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution (s)/ Département (s): Adresse(s) électronique(s): Numéro (s) de téléphone – (Fixe): (Mobile): Numéro (s) de fax: Date (s) de l’entretien:
--

5.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins de la famille et au bien-être des individus ?

1) Oui

2) Non (passer au 3.3)

5.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins de la famille et au bien-être des individus	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a) In Flanders : Preventive health care and parenting support to families with children 0-3 y	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Kind en Gezin	Families with children 0-3 y	
b) In Flanders : Preventive health care and parenting support to vulnerable pregnant women	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Kind en Gezin	Vulnerable pregnant women	
c) In Flanders : Child care	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Kind en Gezin	Children 0-12 y	
d)	1) Politique <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/>			

	2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

5.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées d'examiner les questions relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus?

- 1) Oui
 2) Non (*passer au 5.5*)

5.4. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des besoins de la famille et du bien-être des individus	Année de création
a) En Flandre : Kind en Gezin	1987
b) En Communauté française : ONE (Office de la naissance et de l'enfance)	
c)	
d)	
e)	

5.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD, relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Accroître les efforts pour veiller à ce que les services de santé, d'éducation et de bien-être fonctionnent efficacement et sur le mode de la collaboration	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe Flanders : Implementation of the Family Centres (local collaboration to organise preventive health care and parenting support in a local community)__ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
b) Faciliter la compatibilité entre	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/>	1) Yes <input checked="" type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>

<p>la participation à la vie active et les responsabilités parentales</p>	<p>- Organisation of child care in Flanders</p> <p>- recherche BELSPO (prog. Société et Avenir):</p> <p>MAPO: famille et carrière des hommes et des femmes en Belgique (http://www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=TA/00/28)</p> <p>PEPSI: Politiques publiques pour promouvoir l'emploi des panrets (http://www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=TA/00/12)</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>Describe____</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>4 <input type="checkbox"/></p>
<p>c) Mettre en place des plans de protection financière et sociale au profit des familles monoparentales</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p> <p>2) No <input checked="" type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>Describe____</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/></p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>
<p>d) Renforcer les capacités de suivi de l'impact des politiques sur le bien-être des familles</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__Preventive Health Care in Flanders</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Describe_ Flanders : registration of poverty in families with children 0-3 y__</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>

			2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	
e) Fournir une assistance efficace aux familles et à leurs membres qui connaissent des problèmes particuliers	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__Preventive Health Care in Flanders</p> <p>–</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Describe__ge neral preventive Health Care in Flanders</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>
f) Empêcher les violences et la négligence envers les enfants, et porter assistance aux enfants victimes de mauvais traitement, de négligence et d'abandon, notamment les orphelins	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__Preventive Health Care in Flanders</p> <p>–</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Describe__ge neral reventive Health Care and parenting support in Flanders</p> <p>–</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>
g) Porter assistance aux familles qui ont à leurs charges des personnes handicapées ou séropositives	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p> <p>2) No <input checked="" type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>Describe__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/></p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>

<p>h) Garantir aux ménages qui travaillent des systèmes de santé et d'éducation pour la petite enfance qui soient de qualité, notamment par le biais de programmes à horaire prolongé</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__ Organisation of child care in Flanders__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe_ Organisation of child care in Flanders____</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>i) Fournir appui et assistance aux familles vulnérables (familles très pauvres, victimes de crise humanitaire, de sécheresse, etc.)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__Preventive Health Care in Flanders</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe__inc cluded in general preventive Health Care in Flanders</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>j) Appuyer les programmes d'éducation sur le rôle des parents, leurs aptitudes et le développement de l'enfant</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name__Preventive Health Care and parenting support in Flanders</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe__Pr eventive Health Care and parenting support in Flanders _</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>k) Autre, préciser_____</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Describe__</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>

	2) No <input type="checkbox"/>		2) No <input type="checkbox"/>	
--	--------------------------------	--	--------------------------------	--

*Voir la liste en annexe

5.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux besoins de la famille et au bien-être des individus.

Parmi les questions liées aux besoins de la famille et au bien-être des individus, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 4.5 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

5.7. Le pays fournit-il un appui spécial (en espèces ou en nature) par des programmes ou des plans de protection sociale en faveur des familles ou des individus défavorisés?

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du programme ou du plan de protection sociale	Groupes ciblés*	Appui financier	Appui en nature
a)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f)		1) Oui <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/>

		2) Non <input type="checkbox"/>	2) Non <input type="checkbox"/>
g)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
k)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

*Voir les groupes de population ciblés dans le guide du questionnaire de l'enquêteur

5.8. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes, relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus, que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années
a)
b)
c)
d)
e)

5.9. Le pays a-t-il procédé à une évaluation/ analyse de situation de la famille, de ses besoins et de sa composition/structure aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citer le/les rapports.

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) _____
 2) Oui Au niveau infranational uniquement, indiquer le/les rapport(s) Flanders : yearly report 'Het kind in Vlaanderen' (<http://www.kindengezin.be/brochures-en-rapporten/rapporten/kind-in-vlaanderen/>) _____
 3) Oui Aux niveaux national et infranational, indiquer le/les rapport(s) _____
 4) Non

5.10. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la famille et du bien-être des individus, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisatio	Type d'organisation	Nom du service public	Domaine d'intervention	Activités

n		concerné		menées
a) Kind en preventie	1) National NGO <input type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input checked="" type="checkbox"/> specify __Flemish non profit organisation__	Kind en Gezin	1) Service Delivery <input checked="" type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify ____ <input type="checkbox"/>	Organisation preventive care in Flanders
b) Thuishulp	1) National NGO <input type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input checked="" type="checkbox"/> specify Flemish non profit organisation ____		1) Service Delivery <input checked="" type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify ____ <input type="checkbox"/>	Organisation preventive care in Flanders
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Centres universitaires/ de recherche <input type="checkbox"/> 4) Autre, <input type="checkbox"/> préciser ____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	

5.11. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la famille et du bien-être des individus au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	

		<input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
--	--	---	--

5.12. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de la famille et du bien-être des individus, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) DGD (Direction Générale Développement) Belgique	18 pays partenaires (RDC, Bénin, Niger, Burundi, Rwanda, Pérou, Bolivie...)	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Toutes les activités de développement devraient contribuer au bien être familial et/ou individuel
b) DGD (Direction Générale Développement) Belgique	Appui global à l'UNICEF pour son action dans les pays en développement (coopération multilatérale)	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui aux Programmes de Protection des enfants y compris dans les crises humanitaires
c) DGD (Direction Générale Développement) Belgique	Appui global au FNUAP pour son action dans les pays en développement notamment la mise en œuvre du plan d'action CIPD (coopération multilatérale)	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui aux Programmes menés par le FNUAP - y compris dans les crises humanitaires

SECTION 6. DROITS EN MATIÈRE DE REPRODUCTION ET SANTÉ REPRODUCTIVE (CHAPITRE VII) ET SANTÉ, MORBIDITÉ ET MORTALITÉ (CHAPITRE VIII)

<p>Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution (s)/ Département (s): Adresse(s) électronique(s): Numéro (s) de téléphone – (Fixe): (Mobile): Numéro (s) de fax: Date (s) de l’entretien:</p>

6.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction ?

- 1) Oui au niveau Communautaire (Communauté française).
 2) Non (passer au 3.3)

6.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l’état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblées et le calendrier de mise en œuvre et l’année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblées*	Calendrier de mise en oeuvre ou année de démarrage/révision
a) Politique de prévention du Hiv et des IST	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Communauté française	Population générale et populations ciblées	1989 (au niveau communautaire)
b) EVRAS (Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	Communauté française	12 – 18 ans	2012 (généralisation du programme)

	<input type="checkbox"/>				
c) dépistage du cancer du sein	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Communauté Française	50-69 ans	2000
d) prévention du cancer du col de l'utérus – vaccination HPV	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Communauté française	14 ans	2011
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

6.3. Si OUI, indiquer si la politique, le programme et/ou la stratégie relative à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction comprend les questions ci-après de prévention, de traitement, de soins, et de soutien aux personnes vivant avec le VIH.

Questions relatives à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien aux personnes vivant avec le VIH	
a) Conseil et dépistage volontaire dans le cadre du planning familial	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
b) Communication sur le VIH dans les services de santé sexuelle et reproductive pour un changement de comportement	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
c) Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant dans les services de santé maternelle	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
d) Traitement pour les personnes vivant avec le VIH	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
e) Services de prévention du VIH et des infections sexuellement transmissibles	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

6.4. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des droits en matière de reproduction et de la santé sexuelle et reproductive?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 6.6)

6.5. Si OUI, indiquez les noms de ces entités institutionnelles.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des droits en matière de reproduction et de la santé sexuelle et reproductive	Année de création
a) Sensoa expertise center on sexual health in Flanders	11 years
b) Pasop and Ghapro project on sexuals health for sexworkers in Flanders	22 years
c) Instituut voor Tropische Geneeskunde – ITG, project on Subsaharan African migrants in Flanders	5 years
e) La Communauté française a développé une stratégie concertée du secteur de la prévention des IST/Sida organisée par l'Observatoire du sida et des sexualités. Différents organismes (aide info sida asbl, modus vivendi, plateforme prévention sida, sadaction Liège asbl, Espace p asbl, ex aequo asbl, ...) mettent en place des activités spécifiques en matière de prévention IST/Sida et de promotion de la santé, de dépistage et de prise en charge.	8 ans
f) Plate-forme belge pour la Population et le Développement : elle a pour objectif le suivi de l'application du Programme d'action du Caire, en ce sens elle formule notamment des recommandations, d'une part à l'intention des autorités belges - plus particulièrement dans le domaine de la coopération au développement – et d'autre part en tant que contribution à la Commission de la Population et du Développement (CPD), qui se tient annuellement aux Nations Unies et consacre chacune de ses sessions à un thème spécifique du Programme d'Action.	Avril 2000

6.6. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive dans le cadre national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Accroître l'accès des femmes à des informations et conseils factuels sur la santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom voir ci-dessus 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
b) Accroître l'accès des femmes à des services complets de santé sexuelle et reproductive, indépendamment de leur âge et de leur situation matrimoniale	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
c) Accroître l'accès des populations autochtones et des minorités culturelles à des services complets de santé sexuelle et reproductive, y compris l'accès aux méthodes contraceptives, indépendamment de leur âge et de leur situation matrimoniale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom voir ci-dessus 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
d) Accroître l'accès des personnes handicapées à des services complets de santé sexuelle et reproductive, y compris les méthodes contraceptives, indépendamment de	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

leur âge et de leur situation matrimoniale				
e) Accroître l'accès des hommes aux informations, conseils et services de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom voir ci-dessus 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
f) Garantir aux femmes enceintes une alimentation et une nutrition adéquates (y compris une supplémentation nutritionnelle)	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) No <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
g) Renforcer la référence pour des soins obstétriques d'urgence essentiels et complets	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
h) Accroître l'accès aux soins prénatals	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom voir ci-dessus 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
i) Accroître l'accès des adolescents à des services complets de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom_Voir SUPRA 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
j) Fournir une protection sociale et une assistance médicale aux adolescentes enceintes	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
k) Accroître l'accès des groupes de population vulnérables et des populations à risque aux services de prévention, de traitement et de soins du VIH et des infections sexuellement transmissibles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom voir ci-dessus 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
l) Accroître l'accès au dépistage volontaire et confidentiel du VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____	3

	au point suivant)		2) Non <input type="checkbox"/>	
m) Éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant, et assurer le traitement en vue de l'amélioration de l'espérance de vie des mères séropositives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom voir ci-dessus 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
n) Intégrer les services de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre le VIH	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
o) Dépistage et traitement du cancer du sein	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Flemish Health target on breast cancer screening & Mammotest (Communauté française) 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
p) Prévention des avortements à risque et prise en charge des conséquences y relatives	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
q) Dépistage et traitement du cancer du col de l'utérus (prévention par la vaccination)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
r) Autre, préciser _____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste en annexe

6.7. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive.

Parmi les questions liées aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive et pertinentes dans le contexte national

a) Intitulé de la question (mentionnée au 6.6 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

6.8. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes, concernant la santé sexuelle et reproductive et les droits en matière de reproduction, que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années	
a)	HIV plan 2013-2018 (There are recent plans in Belgium to create a national action plan on prevention, testing and care for HIV/Aids and other STI)
b)	Campaigns against female genital mutilation (GAMS)
c)	
d)	
e)	

6.9. Les mécanismes de contrôle ci-après ont-ils pris des mesures pour examiner les réclamations touchant à des questions de santé sexuelle et reproductive et de droits en matière de reproduction?

Mécanismes de contrôle	Réponse
a) Pouvoir judiciaire	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Organisations nationales de défense des droits de l'homme	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Commissions parlementaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Mécanismes de protection administratifs	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Autre, préciser _____	

6.10. Si la réponse est OUI au 6.9, expliquer les questions traitées ainsi que les différentes solutions adoptés. (Si la réponse est NON au 6.9, passer au 6.11)

There was a recent resolution in the Flemish Parliament on a national action plan for hiv and aids

6.11. Le pays a-t-il procédé à une évaluation/analyse de la situation sur la santé sexuelle et reproductive et sur les droits en matière de reproduction aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citez-en le/les rapports.

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citez le/les rapport(s) _Enquête de santé par interview 2008 / module santé reproductive (répétée tous les 4 ans)
- 2) Oui Au niveau infranational uniquement, citez le/les rapport(s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citez le/les rapport(s) Enquête de santé par interview 2008 / module santé reproductive (répétée tous les 4 ans)
- 4) Non

6.12. Le pays a-t-il procédé à une évaluation des besoins non satisfaits en matière de planning familial aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citez-en le/les rapports.

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citez le/les rapport(s)_ Enquête de santé par interview 2008 / module santé reproductive
- 2) Oui Au niveau infranational uniquement, citez le/les rapport(s)_____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citez le/les rapport(s) Enquête de santé par interview 2008 / module santé reproductive (répétée tous les 4 ans)
- 4) Non (*passer au 6.14*)

6.13. Si la réponse est OUI au 6.11 ou au 6.12, ou pour les deux questions, expliquer les priorités qui ont été identifiées:

6.14. Le pays a-t-il promulgué et/ou mis en application des lois nationales correspondant aux domaines prioritaires de la CIPD liés à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction?

(1)	(2)	(3)
Domaine prioritaire de la CIPD	Promulgation	Application
<p>a) Loi nationale portant protection du droit d'atteindre le niveau de santé physique et mentale le plus élevé possible, y compris en matière de santé sexuelle et reproductive</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Art. 23 de la Constitution : Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.</p> <p>A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.</p> <p>Ces droits comprennent notamment :</p> <p>1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;</p> <p>2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;</p> <p>3° le droit à un logement décent;</p> <p>4° le droit à la protection d'un environnement sain;</p> <p>5° le droit à l'épanouissement culturel et social.</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>

	2) Non <input type="checkbox"/>	
b) Accès à l'avortement dans des conditions sûres et réglementation de l'objection de conscience	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 3 avril 1990 relative à la dépénalisation de l'avortement 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Absence de discrimination dans l'accès aux services complets de santé sexuelle et reproductive, y compris les services de lutte contre le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom loi anti-discrimination du 10 mai 2007 qui interdit la discrimination fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, conviction syndicale la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale. 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Protection contre la contrainte, notamment pour la stérilisation obligatoire, le mariage forcé, etc.	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom art. 12 de la Constitution portant garantie de la liberté individuelle. 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Protection des droits des personnes vivant avec le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom loi anti-discrimination du 10 mai 2007 interdit la discrimination fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, conviction syndicale la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

6.15. Parmi les services de santé sexuelle et reproductive suivants, indiquer ceux qui sont actuellement offerts, en tant que normes de soins, dans le cadre du système de soins de santé primaires.

Service	Réponse
Services de contraception	
a) Conseil	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Information et communication	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Éducation	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Accès à une variété de méthodes contraceptives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

	<input type="checkbox"/>
e) Accès à la contraception d'urgence	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Accès aux préservatifs pour une protection double	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Santé maternelle	
g) Education sur la santé maternelle, y compris l'accouchement assisté par une personne qualifiée (ainsi que la nutrition)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Soins prénatals, notamment la prise en charge des complications de la grossesse	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Soins obstétricaux essentiels	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Soins obstétricaux d'urgence	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
k) Soins postnatals, y compris les services de contraception.	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l) Services de lutte contre la stérilité (prévention, diagnostic et	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
m) Avortement sans danger dans la mesure où la loi l'autorise	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
n) Conseil avant et après avortement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
o) Soins après avortement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Infections de l'appareil de reproduction	
p) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
q) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
r) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Infections sexuellement transmissibles	
s) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
t) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
u) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
VIH	
v) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
w) Conseil et dépistage volontaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
x) Traitement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
y) Soins et assistance	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
z) Services adaptés aux jeunes, confidentiels, privés et à la portée des jeunes et des adolescents	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
aa) Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, et traitement en vue d'améliorer l'espérance de vie des mères	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

séropositives	
bb) Services de santé sexuelle et reproductive pour les personnes vivant avec le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Cancers de l'appareil reproducteur (cancer du sein, du col et de	
cc) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
dd) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
ee) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
ff) Vaccination contre le papillomavirus	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
gg. Services destinés aux victimes de la violence sexiste	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non
Services destinés à faire baisser la morbidité maternelle: (par ex. le prolapsus utérin, la fistule obstétrique)	
hh) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
ii) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
jj) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
kk) Réintégration des femmes qui ont subi des réparations de la fistule	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Santé sexuelle et reproductive des adolescents	
ll) Informations et conseils	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
mm) Services (y compris l'accès aux contraceptifs)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
nn) Services complets de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes et aux adolescents (services confidentiels, privés et à la portée des jeunes et des adolescents)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Autre (préciser) _____	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non

6.16. Indiquer l'existence et la disponibilité des instruments et des personnels suivants pour le traitement des questions relatives à la santé sexuelle et reproductive, en tant que partie intégrante du système de soins de santé primaires

Stratégies/actions	Réponse
a) Normes de prestation des services de santé sexuelle et reproductive, y compris la santé maternelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Directives pour la prestation des services de santé sexuelle et reproductive, y compris la santé maternelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Existence d'un paquet minimum de santé sexuelle et reproductive intégré dans la fourniture des soins de santé primaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Mécanismes de référence pour les services de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Système d'information sanitaire désagrégé par âge	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

f) Système d'information sanitaire désagrégé par sexe	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Personnel de santé formé en santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>
h) Personnel de santé formé en conseil sur le VIH/sida	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>
i) Personnel de santé formé en droits en matière de reproduction	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>
j) Personnel de santé formé dans le dépistage de la violence sexiste	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>
k) Mécanismes de contrôle de la qualité de la prestation des services de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>
l) Personnel de santé formé dans l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination envers les populations-clés, notamment les jeunes, les personnes vivant avec le VIH, les travailleurs du sexe et leurs clients, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les transsexuels et les toxicomanes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
m) Mécanismes permettant de garantir la participation des organisations communautaires	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
n) Autre, préciser _____	

6.17. La liste nationale des médicaments essentiels comprend-elle la gamme complète des médicaments pour la santé sexuelle et reproductive indiqués par l'OMS?

- 1) Oui
 2) Non

6.18. Existe-t-il des initiatives et des programmes spéciaux de santé sexuelle et reproductive, y compris ceux liés au VIH, permettant d'atteindre les groupes énumérés ci-dessous?

Groupe	Réponse	Type de service fourni*
a) Jeunes et adolescents	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Plannings – PSE – Centres et services spécialisés
b) Populations extrêmement pauvres	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	
c) Populations autochtones	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés
d) Groupes ethniques minoritaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés & Sensoa for vulnerable

		migrants, ITG for Sub-Saharan African migrants in Flanders
e) Migrants en règle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés & Campaigns against female genital mutilation
f) Migrants clandestins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés
g) Personnes déplacées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés
h) Réfugiés	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés
i) Personnes vivant avec le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés & Sensoa and ARC = helpcenters (Flanders)
j) Principales populations à très haut risque de VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés & Sensoa for men having sex with men, Pasop for sexworkers (Flanders)
k) Personnes handicapées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés
l) Autres personnes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	Planning – Centres et services spécialisés
m) Autre, préciser		

**Voir la liste des groupes de population cibles dans le guide du questionnaire de l'enquêteur*

6.19. Parmi les stratégies suivantes, lesquelles sont actuellement utilisées dans le cadre de la politique ou du programme national de santé sexuelle et reproductive pour réduire les obstacles financiers à l'accès aux services?

Stratégies	Réponse
a) Subventions croisées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Taxes publiques (sur le tabac, l'alcool)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Subventions ciblant des populations pauvres	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Marketing social	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Services communautaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

f) Sensibilisation par les pairs	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Création de la demande (par ex. transfert de fonds à titre conditionnel)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Assurance maladie nationale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Régimes d'assurance communautaires	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Services gratuits au poste de santé	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
k) Soins gratuits pour tous	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l) Autre (préciser)	

6.20. Le pays dispose-t-il de programmes spécifiques permettant d'assurer l'accès des jeunes et des adolescents aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive qui garantissent le respect de l'intimité, de la confidentialité et du consentement donné en toute connaissance de cause?

- 1) Oui Nom du programme voir 6.18 (pas de nom de programme spécifique)
 2) Non (passer au 6.22)

6.21. Si OUI, dans lesquels des domaines suivants?

Domaine	Réponse
a) Méthodes contraceptives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Violence et exploitation sexuelles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Rapports entre les sexes et égalité des sexes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Respect, tolérance, non-discrimination des minorités sexuelles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Violence envers les partenaires intimes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Relations sexuelles protégées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Autre, préciser	

6.22. Le pays dispose-t-il de lois et/ou de textes officiels pour la promotion des normes éthiques dans la conception de la recherche dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive?

- 1) Oui Nom Loi relative à la recherche sur les embryons in vitro 2003,
 Loi relative à la procréation médicalement assistée et à la recherche sur les embryons surnuméraires 2007
 2) Non

6.23. La répartition géographique des établissements de soins obstétriques d'urgence est-elle satisfaisante*?

- 1) Oui
 2) Non

* Satisfaisante: Toutes les zones infranationales ont au moins cinq établissements de soins obstétriques d'urgence pour 500 000 habitants

6.24. Quels mécanismes le pays a-t-il mis en place pour assurer la mise en oeuvre des politiques et programmes visant à contrôler la morbidité et la mortalité maternelles?

Mécanismes de contrôle	Réponse
a) Système national d'information sanitaire opérationnel	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Contrôle direct du taux de mortalité des cas obstétriques	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Notification obligatoire des décès maternels	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Bilan régulier des décès maternels au niveau national. Si OUI, indiquer la date du dernier bilan _____	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Collecte régulière des données sur les fistules obstétriques (indicateurs recueillis par le système national d'information sanitaire)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Collecte régulière des données sur les soins post-partum	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Enquêtes publiques indépendantes (réalisées par les organisations nationales des droits humains, les commissions parlementaires, les commissions sur les femmes, etc.)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Enquêtes de suivi des politiques et du budget (enquête sur le suivi des dépenses publiques, enquête sur la qualité de la prestation des services, centres de services aux citoyens, bilans sociaux, etc)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Évaluations après les faits des violations des droits de l'homme et de leurs conséquences sociales	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Autre, préciser _____	

6.25. La stratégie nationale de santé comprend-elle des programmes de formation des agents de santé permettant de prévenir et de traiter/prendre en charge les fistules obstétriques?

- 1) Oui
 2) Non

6.26. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits en matière de reproduction, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
-----	-----	-----	-----	-----

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres universitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser_____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser_____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser_____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

6.27. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits en matière de reproduction au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	

		<input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
--	--	---	--

6.28 Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits en matière de reproduction, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) DGD Belgique : Normalement ces aspects sont pris en charge les plans de développement des pays auxquels nous donnons un appui budgétaire sectoriel.	Ouganda, Rwanda, Mozambique	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui budgétaire au secteur de la santé
b) DGD Belgique : Normalement ces aspects sont pris en charge dans les systèmes nationaux de santé auxquels nous donnons un appui technique et financier	Burundi, RDC, Bénin, Niger...	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui technique et financier au système national de santé
c) DGD Belgique	Appui global aux ressources générales du FNUAP pour la mise en oeuvre du plan d'action ICPD dans les pays en développement, et projet de coopération déléguée en cours entre la Belgique et le FNUAP pour la lutte contre les fistules et la promotion de la santé maternelle au Burundi	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui financier pour la réalisation des programmes pays du FNUAP (général) et programme spécifique au Burundi

6.29. Sur une échelle de 1 à 4, indiquer le degré de priorité des questions suivantes liées à la CIPD et relatives au VIH, pour ce qui est de leur prise en compte dans la programmation nationale

(1)	(2)		
Questions liées à la CIPD et relatives au VIH	Degré de priorité de 1 à 4 (1= faible; 2=quelque peu faible; 3=quelque peu élevé; 4= élevé)		
a) Protection et promotion des droits humains des individus:			
1) Personnes vivant avec le VIH	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
4) Orphelins du VIH	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
2) Principales populations à haut risque*	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
3) Jeunes et adolescents	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
4) Orphelins du VIH	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
5) Personnes handicapées	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
6) Minorités raciales, religieuses, ethniques, linguistiques ou autres	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
4) Orphelins du VIH	4 <input type="checkbox"/>		
7) Populations autochtones	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
8) Prisonniers et autres personnes détenues,	4 <input type="checkbox"/>		
9) Migrants/ migrants clandestins / populations mobiles	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
4) Orphelins du VIH	4 <input type="checkbox"/>		
10) Réfugiés	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
4) Orphelins du VIH	4 <input type="checkbox"/>		
11) Personnes déplacées	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
4) Orphelins du VIH	4 <input type="checkbox"/>		
	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
	4 <input type="checkbox"/>		
	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
	4 <input type="checkbox"/>		
	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input type="checkbox"/>		
b) Conseil et dépistage volontaire et confidentiel du VIH	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
c) Accroissement de l'accès aux préservatifs féminins et de leur utilisation	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input type="checkbox"/>		
d) Accroissement de l'accès aux préservatifs masculins et de leur utilisation	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
e) Élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, et amélioration de l'espérance de vie des femmes séropositives	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
f) Fourniture aux adultes d'un traitement par antirétroviraux	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
g) Fourniture aux enfants d'un traitement par antirétroviraux en formule pédiatrique	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input checked="" type="checkbox"/>		
h) Services de prévention du VIH, services de soins de santé primaires, et autres services de santé, fourniture	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
	4 <input checked="" type="checkbox"/>		

sans jugement de services appropriés non stigmatisants aux personnes vivant avec le VIH, aux principales populations à haut risque, et aux jeunes			
i) Prestation de services pour la prise en charge complète des infections sexuellement transmissibles	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
j) Accès à des services accessibles en termes de prévention, de traitement, de soins et d'appui pour les principales populations à haut risque	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
k) Prise en charge de la co-infection tuberculose/VIH	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
l) Sensibilisation des principales populations à haut risque	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
m) Les organisations communautaires d'appui aux principales populations à haut risque de VIH, les jeunes, les personnes vivant avec le VIH, et les personnes affectées par le VIH, sont des partenaires dans les programmes de lutte contre le VIH	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
n) Prévention de la stigmatisation et de la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH et les personnes affectées par le VIH grâce à la sensibilisation	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>

*Ces catégories sont: les travailleurs du sexe et leurs clients, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les transsexuels et les toxicomanes

6.30. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du VIH, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Plateforme Prévention Sida	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de personnes vivant avec le VIH 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____	Ministère de la Communauté Française	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Conception, planification, mise en oeuvre et suivi de programmes sur le VIH <input checked="" type="checkbox"/>	

			8) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
b) Ex Aequo	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de personnes vivant avec le VIH 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser____	Ministère de la Communauté Française	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Conception, planification, mise en oeuvre et suivi de programmes sur le VIH <input checked="" type="checkbox"/> 8) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
c) Sensoa vzw	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de personnes vivant avec le VIH 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser____	Flemish Government	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Conception, planification, mise en oeuvre et suivi de programmes sur le VIH <input type="checkbox"/> 8) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
d) References centres	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de personnes vivant avec le VIH 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre,	INAMI/RIZIV	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Conception, planification, mise en	

	<input checked="" type="checkbox"/> préciser _____		oeuvre et suivi de programmes sur le VIH <input type="checkbox"/> 8) Autre, préciser _____ <input checked="" type="checkbox"/>	
--	--	--	---	--

6.31. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du VIH au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1) Nom du partenaire du secteur privé	(2) Nom du service public concerné	(3) Domaine d'intervention	(4) Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	

		6) Éducation et formation <input type="checkbox"/>	
		7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

6.32. Parmi les domaines suivants relatifs à la santé, à la morbidité et la mortalité, lesquels sont considérés comme prioritaires dans le cadre ou la stratégie nationale de santé?

(1)	(2)	(3)
Domaine	Réponse	Groupe(s) cible(s)*
a) Prévention de la mortalité maternelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
b) Prévention de la morbidité maternelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
c) Infections sexuellement transmissibles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
d) VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
e) Prévention/élimination de la violence sexiste	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
f) Mortalité infantile	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
g) Vaccination	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
h) Paludisme	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
i) Tuberculose	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (passer au point suivant)	Might get more important
j) Maladies transmissibles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
k) Maladies non transmissibles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
l) Maladies tropicales négligées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
m) Nutrition	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/>	

	2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
n) Obésité	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
o) Santé mentale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	Ranking first in Flanders (depression combat)
p) Autre, préciser	1) Oui <input type="checkbox"/>	

**Voir la liste des populations cibles dans le guide du questionnaire de l'enquêteur*

**SECTION 7. ÉGALITÉ DES SEXES, ÉQUITÉ ET AUTONOMISATION DES FEMMES
(CHAPITRE IV)**

Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s):
Institution (s)/ Département (s): Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH)

Adresse(s) électronique(s): egalite.hommesfemmes@iefh.belgique.be

Numéro (s) de téléphone – (Fixe): 02/233 42 65

(Mobile):

Numéro (s) de fax: 02/233 40 32

Date (s) de l'entretien: 05/10/2012

7.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 3.3)

7.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a) Plan d'action national de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales 2010-2014 (PAN) ¹	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	IEFH	Victimes, auteurs, témoins et professionnels concernés par la problématique.	2010-2014
b) Plan fédéral	1)	1) À l'état de	IEFH	De manière	2012-2013

¹Voir: http://igvm-iefh.belgium.be/fr/domaines_action/violence/

Gender mainstreaming²	Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>		directe, les cellules stratégiques et administrations fédérales et de manière indirecte, l'ensemble de la population.	
c) Campaigns against female genital mutilation	1) Policy <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Federal Public Service of health (Ministry of Health)	Migrant Women	2011 - ...
Note d'orientation du 17.12.2009 relative à la politique en matière de lutte contre les violences entre partenaires - Contribution de la Communauté française, de la Région Wallonne et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale au Plan d'action national en matière de lutte contre les violences entre partenaires, élargi à d'autres formes de violences de genre	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Coordination : Direction de l'Egalité des Chances (Communauté française) – Mise en œuvre : Communauté française / Région wallonne / Cocof	Victimes, auteurs et témoins de violences (en ce y compris les enfants et les adolescents filles et garçons) : violences conjugales, mariages forcés, mutilations génitales	2009-2014
a) Flanders : Open Method of Coordination, framework of gendermainstreaming objectives	1) Policy <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Equal Opportunities in Flanders	Men and women	2010-2014

² Voir : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/domaines_action/gender_mainstreaming/

	<input checked="" type="checkbox"/>				
b) Flanders : Gender click	1) Policy <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input checked="" type="checkbox"/>	Equal Opportunities in Flanders	Men and women, specific focus on young people	2010-2014
c) Flanders : Action plan on the elimination of the career gap	1) Policy <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy <input type="checkbox"/>	1) Drafted <input checked="" type="checkbox"/> 2) Implemented <input type="checkbox"/>	Equal Opportunities in Flanders		2013-

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

7.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes ?

- 1) Oui X
2) Non (passer au 7.5)

7.4. Si OUI, donner le/les noms de cette/ces entité(s) institutionnelles.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes	Année de création
a) Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (http://igvm-iefh.belgium.be)	2002 (loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes)
b) Conseil de l'Égalité des Chances entre Hommes et Femmes (http://www.conseildelegalite.be/fr)	1993 (arrêté royal du 15 février 1993 portant création du Conseil de l'Égalité des Chances entre Hommes et Femmes)
c) Direction de l'Égalité des Chances (Ministère de la Communauté française)	1994
d) Gelijke Kansen in Vlaanderen	1995
e)	

7.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD, relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes dans le cadre national au cours des cinq (5) dernières années

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Accroître la participation de la femme à l'économie formelle et informelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom SPF Emploi, Travail et Concertation sociale & Career Gap Action plan in Flanders 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ___ 2) Non <input type="checkbox"/>	3
b) Accroître la représentation de la femme dans les processus politiques et dans la vie publique	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Depuis 2002, la Constitution belge prévoit l'adoption de mesures destinées à favoriser l'accès égal des hommes et des femmes aux mandats électifs et publics (article 11bis) ³ . Plusieurs lois ⁴ ont donc été adoptées pour renforcer la présence des femmes dans les assemblées législatives. &	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser Application des législations évoquées précédemment. 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

³ Révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 11bis relatif au droit des femmes et des hommes à l'égalité et favorisant leur égal accès aux mandats électifs et publics (M.B. du 21 février 2002).

⁴ Loi du 17 juin 2002 assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidats aux élections du Parlement européen (M.B. du 28 août 2002) ; Loi du 18 juillet 2002 assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections des Chambres législatives fédérales et du Conseil de la Communauté germanophone (M.B. du 28 août 2002) ; Loi spéciale du 18 juillet 2002 assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidats aux élections du Conseil régional wallon, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (M.B. du 13 septembre 2002).

	<p>Campaign during elections in LFlanders</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> Passer au point suivant)</p>			
c) Éliminer la violence sexiste	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Plan d'action national de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales 2010-2014 (PAN) adopté le 23 novembre 2010 en Conférence interministérielle.</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser: Mise en oeuvre du PAN 2010-2014 précité.</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
d) Améliorer la collecte, l'analyse, la diffusion et l'utilisation des données désagrégées par âge et par sexe	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 12 janvier 2007 visant au contrôle de l'application des résolutions de la conférence mondiale sur les femmes réunie à Pékin en septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques fédérales + IEFH et Institut National de la Statistique (INS) & - in Flanders : research on gender based violence and violence towards LGB in Brussels - charter for schools to develop a sustainable gender and</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser: Groupe de travail "genre et statistiques" créé au sein du Conseil Supérieur de Statistique + rapports statistiques, tel que "Femmes et hommes en Belgique. Statistiques et indicateurs de genre. Edition 2011, IEFH »</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4

	<p>diversity policy - projet AGORA de BELSPO sur la production de statistiques genrées projet AGORA sur une base de données sur les plaintes auprès de l'Institut égalité H/F</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>			
e) Collecter et analyser des données sur le statut socioéconomique de la femme	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom IEFH et SPF Emploi, Travail et Concertation sociale & in Flanders : creation of gender indicators in the Research Centre for Equal Opportunities</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser: Rapports de suivi de la Stratégie Europe 2020. 2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
f) Éliminer les mariages précoces/forcés	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Voir point c (PAN 2010-2014)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser: Voir les différentes mesures du PAN 2010- 2014. 2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
g) Prévenir la traite et le trafic de migrants, en particulier de filles et de femmes	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
h) Améliorer le bien-être de la jeune fille, surtout par rapport à la santé, à la nutrition et à l'éducation	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
i) Améliorer la situation de la femme rurale et répondre à ses besoins	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4

<p>j) Sensibiliser les hommes et les garçons pour promouvoir la participation masculine, le partage équitable des responsabilités telles que les soins</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom IEFH</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser: Etude “Genre et Emploi du temps”, IEFH, 2009⁵ Etude “« Congé de paternité en Belgique: l'expérience des travailleurs », IEFH, 2011⁶ 2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1,2,3, 4</p>
<p>k) Autre, préciser Ending Female Genital Mutilation/Cutting</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Name_ Campaigns against female genital mutilation _</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input checked="" type="checkbox"/> Describe__poster campaign / information to GPs_ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>

7.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes.

Parmi les questions liées à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et pertinentes dans le contexte national	
<p>a) Intitulé de la question (mentionnée au 7.5 ci-dessus)</p>	<p>Accroître la représentation de la femme dans les processus politiques et dans la vie publique</p>

⁵ Voir : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/gender_en_tijdsbesteding.jsp

⁶ Voir : [http://igvm-](http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/de_ervaringen_van_werknemers_met_vaderschapsverlof_in_belgi.jsp?referer=tcm:337-114289-64)

[iefh.belgium.be/fr/publications/de_ervaringen_van_werknemers_met_vaderschapsverlof_in_belgi.jsp?referer=tcm:337-114289-64](http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/de_ervaringen_van_werknemers_met_vaderschapsverlof_in_belgi.jsp?referer=tcm:337-114289-64)

<p>b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)</p>	<p>Plusieurs lois ont donc été adoptées pour renforcer la présence des femmes dans les assemblées législatives. Ces lois interdisent aux partis politiques de proposer des listes électorales sur lesquelles l'écart entre le nombre de candidats (titulaires ou suppléants) de chaque sexe est supérieur à un. Elles précisent que les deux premiers candidats de chacune des listes doivent être de sexe différent. Le non-respect de ces dispositions par les partis politiques entraîne l'invalidation des listes présentées. Le législateur a aussi adopté des mesures garantissant la présence de personnes de sexe différent dans l'ensemble des gouvernements du pays.</p> <p>L'IEFH analyse systématiquement les résultats des élections fédérales, régionales et européennes, sous l'angle du genre⁷. La présence des femmes dans la vie politique, bien que n'étant pas encore paritaire à celle des hommes, a nettement progressé.</p> <p>Le 11 mai 2012, le Conseil des Ministres a approuvé la proposition de la Ministre de l'Égalité des chances et du Secrétaire d'État à la Fonction publique fixant les quotas des femmes fonctionnaires de haut niveau. Dès 2012 au moins un manager dans la fonction publique sur six devra être une femme. Suite à cette proposition chaque service devra en effet recenser au moins 1/6 de femmes en 2012.</p> <p>Différentes initiatives ont été menées au niveau de la fonction publique fédérale pour renforcer la présence des femmes. Top skills est un projet qui vise à motiver les femmes à participer aux sélections managériales en leur proposant de participer à une simulation de sélection de management à l'issue de laquelle la candidate reçoit un feedback. Trois éditions ont déjà eu lieu depuis 2009. L'évaluation du projet confirme son efficacité.</p> <p>L'Institut a publié une étude intitulée <i>Femmes au sommet</i> en 2008⁸. Cette étude analyse la représentation des femmes et des hommes aux hautes fonctions, dans les entreprises, les organisations de travailleurs et d'employeurs, les médias, les autorités académiques, les ordres régissant les professions libérales, les ONG, le monde politique, le pouvoir judiciaire, l'armée, la fonction publique et la Banque Nationale.</p> <p>Deux arrêtés royaux⁹ ont été adoptés en 2010 dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 3 mai 2003 visant à promouvoir la présence</p>
---	--

⁷ Voir : <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/overview.jsp?f=aWd2bVB1YmxpY2F0aWVUaGVtYT0vUHJpc2UgZGUgZMOpY2lzaW9u&per iod=&s=>

⁸ Voir : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/vrouwen_aan_de_top.jsp?referer=tcm:337-80915-64

⁹ Arrêté royal du 19 janvier 2010 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission pour la promotion de la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs (M.B du 2 février 2010). Arrêté royal du 19 janvier 2010 déterminant les modalités visées à l'article 1er de la Loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence

	équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis. La mise en œuvre de cette législation est actuellement en cours.
c) Éléments facilitateurs	La législation est contraignante et adaptée au système électif en vigueur.
d) Obstacles	

Questions liées à la CIPD relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et pertinentes dans le contexte national

a) Intitulé de la question (mentionnée au 7.5 ci-dessus)	Éliminer la violence sexiste
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<p>En novembre 2010, la Belgique a adopté un quatrième plan d'action national de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales (PAN) 2010-2014¹⁰. Ce plan est venu renforcer le précédent PAN 2008-2009, qui se limitait à la lutte contre la violence entre partenaires, en visant également les mariages forcés, les violences liées à l'honneur et les mutilations génitales féminines. A travers ce plan associant l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions, la Belgique s'est engagé à mettre en œuvre plus de 120 nouvelles mesures de lutte contre ces différentes problématiques.</p> <p>La sensibilisation, la formation, la prévention, la protection et la prise en charge des victimes et des auteurs et la mise en œuvre d'une politique criminelle efficace constituent les objectifs fondamentaux du PAN 2010-2014. Tant au niveau fédéral qu'au niveau des communautés, des régions, des provinces et des communes, de gros efforts ont été déployés pour sensibiliser le grand public et certains groupes cibles (numéro d'appel, lancement de campagnes, développement d'outils,...), pour informer, accueillir et accompagner les victimes (brochures, site Internet, personnes de référence,...) et responsabiliser les auteurs.</p> <p>Une étude nationale de grande échelle sur les expériences des femmes et des hommes en matière de violence physique, sexuelle et psychique liée au genre a été réalisée en 2010¹¹. Selon les résultats de cette recherche, 12,5% des répondants déclarent avoir été confronté à au moins un acte de violence commis par leur partenaire ou ex-partenaire au cours des 12 derniers mois (14,9% des femmes et 10,5% des hommes).</p>

équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, en vue d'établir, de compléter et de mettre à jour la liste des organes consultatifs tombant sous le champ d'application de la loi (M.B du 2 février 2010).

¹⁰ Voir : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/domaines_action/violence/

¹¹ Voir : <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/etudes/overview.jsp?f=aWd2bU9uZGVyem9la1RoZW1hPS9WaW9sZW5jZQ==&period=&s=>

Des modifications législatives ont également été adoptées récemment. La loi du 23 février 2012¹² a élargi la liste des infractions prévues à l'article 458bis du Code pénal selon lequel les détenteurs d'un secret professionnel disposent d'un droit de parole délimité et conditionnel en vue de dénoncer des faits de violence domestique auprès du Procureur du Roi. En outre, la loi du 15 mai 2012¹³ a introduit une nouvelle procédure d'éloignement du domicile familial pour couvrir les situations où des actes de violence n'ont pas encore été commis, en prévoyant la possibilité d'imposer très rapidement une période de décrispation d'une durée limitée, indépendamment des suites pénales qui seront réservées ou non aux faits.

Le dispositif mis en place par les circulaires COL 3/2006¹⁴ et COL 4/2006¹⁵ a été évalué par le Service de la Politique Criminelle¹⁶.

Dans le domaine de la sensibilisation, un dépliant a été élaboré et traduit en dix-sept langues afin d'informer plus particulièrement les victimes allochtones de ce phénomène et des possibilités de soutien et de recours. Diffusé à plus de 70.000 exemplaires, le dépliant permet aux victimes d'être orientées vers des services pouvant leur fournir une écoute dans leur propre langue et leur transmettre aide et conseil. Une pièce de théâtre a été élaborée afin d'aborder de manière innovante la thématique de la violence entre partenaires ainsi qu'un manuel qui met notamment des instruments de détection et une approche intégrale de la violence entre partenaires et à disposition de l'ensemble des professionnels. De nombreuses campagnes de sensibilisation ont également été menées chaque année, notamment à l'occasion de la journée internationale de lutte contre la violence faite aux femmes.

Les magistrats belges ont reçu des formations spécifiques, organisées en cycles de formations avec l'Institut de formation judiciaire (IFJ), relatives à la violence à l'égard des femmes et en particulier, la violence dans le couple. Les fonctionnaires de police ont également reçu une formation de base comprenant un volet spécifique sur l'accueil des victimes au sein duquel une attention est apportée aux victimes de violence entre partenaires. De plus, des formations relatives aux violences entre partenaires figurent également parmi leurs formations barémiques. En outre, des actions de sensibilisation et de formation avancée en matière de violence intrafamiliale ont également été menées

¹² Loi du 23 février 2012 modifiant l'article 458bis du Code pénal pour étendre celui-ci aux délits de violence domestique.

¹³ Loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique.

¹⁴ COL 3/2006 du 1^{er} mars 2006 du Collège des Procureurs généraux près les Cours d'appel (définition de la violence intrafamiliale et de la maltraitance d'enfants extrafamiliale, identification et enregistrement des dossiers par les services de police et les parquets).

¹⁵ COL 4/2006 du 1^{er} mars 2006 de la Ministre de la Justice et du Collège des Procureurs généraux relative à la politique criminelle en matière de violence dans le couple.

¹⁶ Cette évaluation peut être consultée au lien suivant :

http://www.dsb-spc.be/web/index.php?option=com_content&task=view&id=132

	tant au niveau des hôpitaux que des médecins généralistes.
c) Éléments facilitateurs	Un dispositif a été mis en place afin d'accompagner et d'évaluer le PAN, sous la coordination de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes. D'un part, un groupe interdépartemental qui réunit les administrations et les représentants ministériels concernés par la mise en œuvre PAN et d'autre part, un groupe d'experts qui rassemble le milieu associatif, les experts de terrain et le monde académique. De plus, la problématique figure parmi les priorités politiques des différents niveaux de pouvoir.
d) Obstacles	

Questions liées à la CIPD relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et pertinentes dans le contexte national

a) Intitulé de la question (mentionnée au 7.5 ci-dessus)	Améliorer la collecte, l'analyse, la diffusion et l'utilisation des données désagrégées par âge et par sexe
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<p>Adoption de la Loi du 12 janvier 2007 visant au contrôle de l'application des résolutions de la conférence mondiale sur les femmes réunie à Pékin en septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques fédérales.</p> <p>L'article 4 de la loi prévoit que chaque ministre veille, dans les domaines relevant de ses compétences, à ce que les statistiques que ses services produisent, collectent, et commandent dans leur domaine d'action soient ventilées par sexe et que des indicateurs de genre soient établis si c'est pertinent.</p> <p>Publication en 2011 de la Brochure « Hommes et femmes en Belgique. Statistiques et indicateurs de genre » par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Cette brochure dresse, sur base des statistiques produites au niveau fédéral belge, un état des lieux global de la situation des femmes et des hommes dans la société belge.</p> <p>Etablissement d'un « groupe genre et statistiques » au sein du Conseil supérieur des statistiques, dont le rôle est d'analyser la ventilation par sexe des statistiques et de promouvoir leur production.</p>
c) Éléments facilitateurs	L'existence de la loi gender mainstreaming du 12 janvier 2007. L'existence de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. La bonne collaboration entre l'Institut et l'administration (SPF Economie) qui produit et/ou collecte l'essentiel des statistiques fédérales.
d) Obstacles	

Questions liées à la CIPD relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et pertinentes dans le contexte national

a) Intitulé de la question (mentionnée au	Collecter et analyser des données sur le statut socioéconomique de la femme
---	---

7.5 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<p>La Belgique a l'un des plus petits écarts salariaux d'Europe. En outre, cet écart continue de diminuer, et ce, depuis cinq ans. Selon plusieurs études européennes et internationales, le fait que la Belgique connaisse une fixation collective des salaires contribue fortement à réduire l'écart salarial.</p> <p>Toutefois, entre 2007 et 2009, l'Institut a participé à une étude qui montre que des inégalités salariales peuvent surgir d'une inégalité au niveau des allocations sociales. En raison de ces différences de revenus, les femmes sont souvent confrontées à la précarité: 36% des femmes contre seulement 11% des hommes comptent sur le revenu d'autres membres de la famille (généralement leur partenaire) pour ne pas sombrer dans la pauvreté. Lors de ce même projet, l'Institut a étudié dans quelle mesure les femmes et les hommes disposent de leur temps. Le fait que les femmes effectuent la majorité des tâches de soins implique qu'elles ont moins de temps à consacrer au marché du travail, ce qui a à son tour un impact sur l'écart salarial.</p> <p>La Belgique a été particulièrement active ces dernières années dans la lutte contre l'écart salarial et a pris plusieurs initiatives à différents niveaux.</p> <p>En 2008, une Convention Collective de Travail a été conclue prévoyant que l'égalité de rémunération doit être assurée dans tous les éléments et conditions de rémunération, y compris les systèmes d'évaluation des fonctions. Suite à la conclusion de cette Convention, un rapport sur l'écart salarial et les classifications de fonction a été demandé à chaque Commission paritaire : sur 62 répondants, la majorité a estimé que les classifications sectorielles étaient neutres au niveau du genre et 13 ont indiqué que suite à la conclusion de la Convention ils l'avaient revue ou allaient la revoir.</p> <p>Depuis 2007, les autorités belges publient chaque année un rapport sur l'écart salarial¹⁷. En 2010, l'année de la Présidence belge de l'Union européenne, un rapport européen a également été réalisé et la Belgique a proposé ce thème pour l'adoption de conclusions agréées au niveau de l'ensemble de l'UE.</p> <p>Enfin, le 8 mars 2012, le Parlement fédéral a voté une loi visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes¹⁸. Cette loi impose que des mesures de lutte contre l'écart salarial soient négociées aux trois niveaux de négociation: interprofessionnel, sectoriel et de l'entreprise. Cette approche multiple a été dictée par la complexité de l'écart salarial, lui-même pluridimensionnel.</p>

¹⁷ Voir : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/domaines_action/emploi/egalite_salariale/ecart_salarial/

¹⁸ Loi du 22 avril 2012 visant à lutter contre l'écart salarial entre hommes et femmes (M.B du 28 août 2012).

c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

7.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes, que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années
a) Renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes notamment via la mise en œuvre du gendermainstreaming & Eliminating gender mechanisms (with important focus on education)
b) Lutter contre les discriminations à l'emploi/Elimination the career gap
c) Lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.
d) Accroître la participation des femmes à la prise de décision, en particulier au niveau économique.
e)

7.8. Quels sont les mécanismes de contrôle en place dans le pays pour la mise en œuvre des politiques et programmes destinés à promouvoir l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes, et à résoudre le problème de la violence sexiste?

(1)	(2)
Mécanismes	Équité de genre, équité et autonomisation des femmes (y compris les violences basées sur le sexe)
a) Commissions nationales de la femme	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Organismes nationaux de défense des droits de l'homme	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Commissions parlementaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Mécanismes de responsabilisation sociale et/ou mécanismes administratifs	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Publication et diffusion de statistiques sur la problématique hommes-femmes/intégration des statistiques ventilées par sexe dans les systèmes de gestion de l'information	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>
f) Organisation d'enquêtes périodiques auprès de la population	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Autres mécanismes, préciser L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes est un organisme d'intérêt public fédéral autonome spécifiquement chargé de lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, de promouvoir l'égalité des femmes et des hommes et de développer des outils et stratégies visant l'intégration de la perspective de genre dans les politiques fédérales. Il est également chargé du suivi des politiques	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

<p>nationales et internationales en matière d'égalité des femmes et des hommes. Par ailleurs, l'Institut peut traiter des plaintes de toute victime de discrimination fondée sur le sexe, mener des recherches et rendre des avis et ce, de manière indépendante. & Open Method of Coordination as a tool for gendermainstreaming within the policy domains of the Flemish Government</p>	
---	--

7.9. Le pays a-t-il procédé à une évaluation/analyse de la situation sur l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citer le/les rapport(s).

1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) **_Ecart salarial(brochures : Genre et revenu – Analyse et développement d'indicateurs et Classification de fonctions sexuellement neutre : mode d'emploi)**

2) Oui Au niveau infranational uniquement, citer le/les rapport(s) _____

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le/les rapport(s)

L'IEFH mène une politique de recherche active dans le domaine de l'égalité des sexes. La recherche constitue l'une de ses missions spécifiques. Dans cette optique, la politique de recherche vise à développer l'expertise autour d'un certain nombre de thèmes en vue de baliser de futures actions à mener. D'autre part, la recherche est l'une des conditions permettant de réaliser d'autres missions, telles que le gender mainstreaming, la mission juridique, la lutte contre la violence, et de formuler des recommandations aux autorités et/ou à des personnes et des institutions du secteur privé. Parmi ces recherches, de manière non-exhaustive, signalons :

- « L'Ecart salarial entre femmes et hommes en Belgique - Rapport 2012 » : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/de_loonkloof_tussen_vrouwen_en_mannen_in_belgi_-_rapport_2012.jsp?referer=tcm:337-168122-64
- « Genre et revenu » : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/gender_en_inkomen.jsp?referer=tcm:337-179496-64
- « Genre et emploi de temps en Belgique » : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/etudes/gender_en_tijdsbesteding_in_belgi_.jsp?referer=tcm:337-85314-64
- « Check-list Non-sexisme dans l'évaluation et la classification des fonctions » : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/checklist_sekseneutraliteit_bij_funcitiewaardering_en_classificatie.jsp?referer=tcm:337-99441-64
- «Grossesse au travail. Le vécu et les obstacles rencontrés par les travailleuses en Belgique. » : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/zwanger_op_het_werk_de_ervaringen_van_werkneemsters_in_belgi_.jsp?referer=tcm:337-101656-64
- « Expériences des femmes et des hommes en matière de violence liée au genre » : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/etudes/ervaringen_van_vrouwen_en_mannen_met_gendergerelateerd_geweld.jsp?referer=tcm:337-43695-64

L'ensemble des recherches menées à l'initiative de l'IEFH peuvent être consultées au lien suivant : <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/etudes/>

4) Non

7.10. Le pays a-t-il promulgué et/ou mis en application des lois nationales portant sur les domaines prioritaires suivants de la CIPD liés à l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes?
19

(1)	(2)	(3)
Domaine prioritaire de la CIPD	Promulgation	Application
a) Droits de la femme à la propriété, notamment le droit de posséder, d'acheter et de vendre des biens ou autres avoirs au même titre que l'homme	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Accès de la femme aux services financiers, notamment au crédit et la négociation des contrats en son propre nom	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Egalité des droits de la femme à l'héritage	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Protection des biens de la femme par des lois harmonisées sur le mariage, le divorce, la succession et l'héritage	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Dispositions contre la discrimination de la femme au travail (recrutement, salaire, avantages, etc.)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes. Au niveau fédéral, trois nouvelles lois anti-discrimination ont été adoptées en date du 10 mai 2007 en vue de lutter contre une série de motifs de discriminations notamment dans l'emploi, la sécurité sociale, l'offre de biens et de services, l'accès aux activités économiques, sociales et culturelles. Parmi celles-ci, une loi spécifique ²⁰ vise à lutter	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

¹⁹ La Belgique dispose d'un arsenal de mesures de nature constitutionnelle, législative, réglementaire et décrétole visant à lutter contre les discriminations fondées sur le sexe et à garantir le respect du principe de l'Égalité entre les femmes et les hommes dans les différents domaines de la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays. De manière générale, les dispositions existantes interdisent tant les discriminations directes que les discriminations indirectes, le harcèlement sexuel et le harcèlement fondé sur le sexe ainsi que l'incitation à pratiquer une discrimination fondée sur le sexe. Les différentes lois en vigueur prévoient des recours juridictionnels au profit des victimes et des sanctions à l'encontre des auteurs de discrimination. La présente partie n'est donc complétée que dans le cadre des modifications législatives les plus récentes.

²⁰ Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

	<p>contre les discriminations entre les femmes et les hommes dans ces matières. Elle transpose plusieurs directives européennes. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, dénommé, ci-après, l'Institut, est habilité à intervenir en cas de violation de cette législation.²¹ & Decree holding the framework for the Flemish equal opportunities and equal treatment policy (10.07.2008)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	
<p>f) Dispositions contre le harcèlement sexuel</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : Loi du 4 août 1996 sur le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et arrêté royal du 17 mai 2007 relatif à la prévention de la charge psychosociale occasionnée par le travail dont la violence, le harcèlement moral ou sexuel au travail.</p> <p>La loi qui visait notamment à lutter contre le harcèlement sexuel a été modifiée en 2007 pour désormais prévenir « la charge psychosociale occasionnée par le travail », c'est-à-dire toute charge, de nature psychosociale, qui trouve son origine dans l'exécution du travail ou qui survient à l'occasion de l'exécution du travail et qui a des conséquences dommageables sur la santé physique ou mentale de la personne²².& Decree holding the framework for the Flemish equal opportunities and equal treatment policy (10.07.2008)</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/></p>

²¹ Des informations complémentaires peuvent être consultées au lien suivant :

http://igvm-iefh.belgium.be/fr/introduire_une_plainte/index.jsp

²² Cfr les modifications apportées en 2007 à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et la publication de l'arrêté royal du 17 mai 2007 relatif à la prévention de la charge psychosociale occasionnée par le travail dont la violence, le harcèlement moral ou sexuel au travail.

g) Mesures contre la traite et le trafic des personnes, en particulier les femmes et les filles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 10 août 2005 modifiant diverses dispositions pour renforcer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques des marchands de sommeil (M.B, 02/09/2005) & 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Dispositions en faveur du congé de maternité payé	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : En Belgique, une modification de la Loi sur le travail du 16 mars 1971 précise que le congé postnatal obligatoire d'une travailleuse enceinte qui a entamé son travail le jour de son accouchement ne commence que le lendemain de celui-ci. Une autre modification de cette loi de 1971 a été effectuée afin de permettre à la travailleuse de convertir les 2 dernières semaines de son congé postnatal en jours de congé postnatal afin de reprendre progressivement le travail. En effet, ces jours peuvent être répartis sur une période de huit semaines à compter de la reprise du travail. ²³ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Dispositions en faveur du congé de paternité payé	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom La Loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail a été également modifiée ²⁴ afin de protéger contre le licenciement les travailleurs qui prennent un congé de paternité. L'indemnité forfaitaire en cas de licenciement d'un travailleur en raison de la conversion du congé de maternité en congé de paternité (en cas de décès de la mère) a en outre été portée à 6 mois. 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

²³ Loi du 16 mars 1971 sur le travail, modifiée notamment par la loi-programme du 22 décembre 2008 (M.B. du 29 décembre 2008) et loi portant dispositions diverses du 6 mai 2009 (M.B. du 19 mai 2009).

²⁴ Cfr. Loi du 11 juin 2011 modifiant la législation en ce qui concerne la protection du congé de paternité et Loi du 11 juin 2011 modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en ce qui concerne la protection contre le licenciement en cas de conversion du congé de maternité en congé de paternité.

j) Viol et autres formes d'exploitation sexuelle érigés en infraction pénale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 4 juillet 1989 modifiant certaines dispositions relatives au viol + article 375 du Code Pénal 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
k) Viol conjugal érigé en infraction pénale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 4 juillet 1989 modifiant certaines dispositions relatives au viol + article 375 du Code Pénal donc le viol est reconnu entre partenaires qu'ils soient mariés ou non 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l) Violence provenant du partenaire intime érigée en infraction pénale	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi 24 novembre 1997 visant à combattre la violence au sein du couple (MB: 06.02.1998) Loi du 28 janvier 2003 visant à l'attribution du logement familial au conjoint ou cohabitant légal victime d'actes de violence physique de son partenaire et complétant l'article 410 du Code pénal (M.B., 12/02/03) Loi du 23 février 2012 modifiant l'article 458bis du Code pénal pour étendre celui-ci aux délits de violence domestique (M.B. 26.03.2012) Loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique (MB:01.10.2012) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
m) Garantie de l'appui financier des pères à leurs enfants	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 18 juillet 2006 tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant (M.B. du 04.09.2006). Loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (M.B. 28.12.2006) 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
n) Dispositions relative à l'âge légal minimum pour le mariage des filles de	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 25 avril 2007 insérant un article 391sexies dans le Code penal et modifiant	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

moins de 18 ans	certaines dispositions du Code civil en vue d'incriminer et d'élargir les moyens d'annuler le mariage forcé (M.B.: 15.06.2007) 2) Non <input type="checkbox"/>	
o) Exploitation sexuelle des jeunes, en particulier les filles érigés en infraction pénale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs (M.B., 25/04/1995) 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
p) Lutte contre l'utilisation des enfants en pornographie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions pour la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantile (article 383bis du Code pénal) 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
q) Protection de la petite fille contre les pratiques, néfastes notamment les mutilations génitales féminines et l'excision	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom Loi du 28 novembre 2000 relative à la protection des mineurs (M.B., 17/03/2001) (article 409 du Code Pénal). 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
r) Garderies/installations de jour pour les mères allaitantes (secteur public)	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
s) Garderie/installations de jour pour les mères allaitantes (secteur privé)	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
t) Mesures de dissuasion à l'encontre de la polygamie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom_ La polygamie est interdite par la loi belge (article 147 du Code civil) et n'est pas reconnue en Belgique car elle est considérée comme contraire à son ordre public. 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

7.11. Sur une échelle de 1 à 4, indiquer dans quelle mesure les priorités suivantes sur l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes sont prises en compte dans le cadre national actuel

(1)	(2)
Priorités relatives à l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes	Niveau de priorité (1=faible; 2=quelque peu faible 3=quelque peu élevé; 4=élevé)

a) Amélioration de l'accès de la femme aux services bancaires et au crédit	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
b) Institutionnalisation d'une budgétisation sensible à la problématique hommes-femmes	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
c) Élimination de la discrimination contre les femmes qui travaillent, notamment celles qui sont enceintes	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
d) Accroissement des dispositions pour permettre aux deux conjoints de prendre des congés pour raisons familiales	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Promotion de l'accès et du contrôle équitables quant aux ressources du ménage	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
f) Renforcement de la participation des hommes et des garçons dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (lutte contre la violence sexiste)	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
g) Promotion des politiques visant à encourager la paternité responsable notamment pour la fourniture de soins	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
h) Étude des ratios dissymétriques hommes-femmes	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
i) Promotion de la participation locale et communautaire à la mise en oeuvre des politiques et programmes relatifs à l'égalité des sexes	1 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
j) Information des communautés sur les conséquences des mariages et des accouchements précoces	1 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>

7.12. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Centres de recherche universitaires	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de femmes 4) Centres universitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/>	IEFH	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique	Les différents projets de recherche peuvent être

	5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____		<input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	consultés au lien suivant : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/etudes/
b) Nederlandstalige Vrouwenraad et Conseil des Femmes Francophones de Belgique	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de femmes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____	IEFH	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Le projet a produit un rapport d'étude intitulé <i>Asile et migration: l'accueil des femmes dans les centres. Vers une politique d'accueil sensible au genre</i> ainsi qu'une brochure de formation intitulée <i>Asile et migration: l'accueil des femmes dans les</i>

				<i>centres. Trucs et astuces pour une approche « genre ».</i>
c) Amazone – VEGA STAR	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de femmes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____	IEFH	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Elaboration d'une base de données d'expertes et d'expert(e)s dans la dimension de genre (http://www.vegastar.be/fr.htm).
a) Une multitude d'organisations féminines et féministes	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de femmes <input checked="" type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____	Direction de l'Égalité des Chances de la Communauté française	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input checked="" type="checkbox"/>	multipl es
a) Flemish Women's Council (NVR)	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Women's Groups		1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/>	

	<input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input checked="" type="checkbox"/> Member organisation		3) Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input checked="" type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify____ <input type="checkbox"/>	
b) Women's Consultation Committee (VOK)	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Women's Groups <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input type="checkbox"/> specify____		1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input checked="" type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input type="checkbox"/> 9) Other, specify____ <input type="checkbox"/>	
c) Ella vzw	1) National NGO <input checked="" type="checkbox"/> 2) International NGO <input type="checkbox"/> 3) Women's Groups <input type="checkbox"/> 4) Academic/research centers <input type="checkbox"/> 9) Other, <input checked="" type="checkbox"/> Member organisation		1) Service Delivery <input type="checkbox"/> 2) Research and Data Collection <input type="checkbox"/> 3) Advocacy and Policy Formulation <input checked="" type="checkbox"/> 4) Awareness Raising and social mobilisation <input checked="" type="checkbox"/> 5) Monitoring and legal counsel <input type="checkbox"/> 6) Education and training <input checked="" type="checkbox"/> 9) Other, specify____ <input type="checkbox"/>	

7.13. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1) Nom du partenaire du secteur privé	(2) Nom du service public concerné	(3) Domaine d'intervention	(4) Activités menées
Syndicats	IEFH	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	Suivi et évaluation de la Charte des syndicats (http://igvm-iefh.belgium.be/fr/etudes/opvolging_en_evaluatie_charter_vakbonden.jsp)
Berenschot Consultant	IEFH	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	Projet (EVA) Classification de fonction (http://www.iefh.be/eva/index.php?fr_intro)
		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/>	

		4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
--	--	--	--

7.14 Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement. - Coopération belge au Développement	République Démocratique du Congo.	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Dans le domaine de la violence liée au genre, depuis 2004, la Coopération belge a joué un rôle pionnier dans la lutte contre les violences sexuelles, en particulier en Afrique centrale, par une approche harmonisée et multidimensionnelle. En RD Congo, dans le cadre du Plan de Stabilisation et de Reconstruction de l'est-RDC (STAREC), la coopération belge appuie activement depuis 2009 la mise en œuvre de la Stratégie

		<p>nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, à hauteur de 10 millions d'EUR. Par ailleurs, la coopération belge soutient des projets dans le domaine de la lutte contre l'impunité, en RDC mais également dans d'autres pays de la région, via la coopération déléguée et par le soutien à des ONG belges et locales.</p> <p>En RD Congo, le deuxième programme triennal (2011-2013) de l'ONG belge Le monde selon les femmes, qui est intitulé le « Genre comme condition de développement durable » vise à renforcer les capacités des réseaux de femmes du Sud, notamment en matière de plaidoyer pour les droits des femmes. Dans ce cadre, le Monde selon les femmes, et son partenaire local CONAFED mènent une</p>
--	--	--

		<p>recherche action sur l'impunité face aux violences envers les femmes – en particulier les violences sexuelles- et face au « commerce des corps » dans trois sites-pilotes au Katanga, dans la Province Orientale et dans le Kasai Oriental. L'objectif est que les membres de CONAFED et les communautés locales puissent utilement contribuer à des stratégies visant à lutter contre l'impunité. Toujours en RD Congo, un soutien financier a été accordé de février 2009 à février 2012 à ONG locale Trois Tamis pour son projet: Education à la responsabilité citoyenne et à la cohésion sociale inter régionale en Afrique centrale. Cette ONG a été particulièrement active dans la sensibilisation</p>
--	--	---

			<p>aux droits des femmes, à la violence liée au genre, et à une culture de paix par le biais d'émissions radio et de télévision locale, de projections en plein air. Par ailleurs, la Coopération au développement soutient depuis 2010, via le Vlaamse Interuniversitaire Raad (VLIR), le Projet de coopération universitaire de l'Université de Gand en RDC intitulé Prise en charge multisectorielle des femmes survivantes des violences sexuelles dans la Province du Sud-Kivu, RD Congo (200.000 euros)</p>
<p>b) SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement. - Coopération belge au Développement</p>	<p>Bénin</p>	<p>1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Sud-Sud <input type="checkbox"/></p> <p>3) Triangulaire <input type="checkbox"/></p> <p>4) Nord-Nord <input type="checkbox"/></p>	<p>La politique de coopération belge en matière de Santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) est basée sur les principes suivants : Une approche basée sur les droits humains ; une approche globale et positive de la</p>

		<p>sexualité et de la procréation ; le droit à la santé et les soins de santé pour tous</p> <p>Premier exemple de la contribution belge à la SDSR :</p> <p>Au Bénin, l'attention de la coopération belge pour la SDSR est intégrée dans un programme d'approche sectorielle qui a pour objectif de renforcer le système de santé au niveau opérationnel (district), intermédiaire et central. Au niveau opérationnel, le renforcement de la capacité de coordination contribue à une approche plus cohérente et globale de la SDSR, et à l'harmonisation des activités des différents programmes nationaux – tels que le programme de santé maternelle et infantile et de planning familial, celui de lutte contre les mutilations</p>
--	--	--

			génétales, de sécurité transfusionnelle , ainsi que le programme VIH. Une attention particulière est aussi réservée aux soins centrés sur le patient et à l'approche multisectorielle
c) SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement. - Coopération belge au Développement	Pérou	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Second exemple de la contribution belge à la SDSR : Au Pérou, la coopération belge soutient la mise en œuvre d'un vaste programme de lutte contre la violence familiale et sexuelle à Ayacucho (PILVSF). Ce programme est coordonné par le Ministère de la Femme et du Développement social. Durant sa seconde phase, ce programme vise à développer et à établir des systèmes locaux permettant la prévention et le traitement des cas de violence conjugale et sexuelle à l'égard des

			<p>femmes, des enfants et des adolescents. Ces thématiques sont intégrées au niveau régional et local dans les plans de politique, de gestion et de développement du travail. Etant donné l'augmentation des meurtres perpétrés contre des femmes, en 2009 le Ministère a établi un registre des femmes victimes. Au niveau régional, le programme a soutenu différentes campagnes de sensibilisation via la radio, la presse écrite, et l'émission télévisée « <i>Les voix pour la paix</i> ». Les synergies avec les programmes des autres bailleurs de fonds renforcent l'impact sur les populations.</p>
<p>c) SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement. - Coopération belge au Développement</p>	<p>Appui global à ONUFEMMES pour la réalisation de son mandat dans les pays en développement</p>	<p>1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Sud-Sud <input type="checkbox"/></p> <p>3) Triangulaire <input type="checkbox"/></p> <p>4) Nord-Nord <input type="checkbox"/></p>	<p>Appui financier et appui au mandat dans les pays en développement</p>

SECTION 8. POPULATION, DÉVELOPPEMENT ET ÉDUCATION (CHAPITRE XI)

Name(s) of the primary respondent(s) and position(s): Marie-Anne Persoons
Name(s) of institution(s)/department(s): Flemish Department of Education and Training
E-mail address(es): marie-anne.persoons@ond.vlaanderen.be
Phone number(s) – Landline: +3225539589 **Mobile:** +32474920091
Fax(es):
Interview date(s): 5 October 2012

8.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à l'éducation ?

- 1) Oui in Flanders
 2) Non (passer au 8.3)

8.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à l'éducation	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de populations ciblés*	Calendrier de mise en oeuvre ou année de démarrage/révision
a) Policy note of the Flemish Minister of Education and Training (2009-2012)	1) Policy x 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Strategy x	1) Drafted <input type="checkbox"/> 2) Implemented <input type="checkbox"/>	Ministry of Education and Training	Education and Training Institutions, learners, teachers, educational staff	2009-2014 Annual evaluation and update
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre <input type="checkbox"/>			

	<input type="checkbox"/>	3) Stratégie	entamée <input type="checkbox"/>			
e)	<input type="checkbox"/>	1) Politique	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/>			
	<input type="checkbox"/>	2) Programme	2) Mise en œuvre entamée			
	<input type="checkbox"/>	3) Stratégie	<input type="checkbox"/>			

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

8.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives à l'éducation ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 8.5)

8.4. Si OUI, indiquer le/les nom(s) de cette/ces entité(s) institutionnelle(s).

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des questions d'éducation	Année de création
a) Flemish Ministry of Education and Training	1989
b)	
c)	
d)	
e)	

8.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives à l'éducation dans le cadre national au cours des cinq (5) dernières années

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives à l'éducation	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Maintenir davantage de filles et d'adolescentes dans les établissements d'enseignement secondaire	<p>1) Yes x Name Policy note of the Flemish Minister of Education and Training 2009-2014</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yesx</p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes x</p> <p>Describe reform in school education, quality assurance system, teacher support, etc.</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x</p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>

<p>b) Assurer un accès équitable des filles à tous les niveaux d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur)</p>	<p>1) Yes x Name Policy note of the Flemish Minister of Education and Training 2009-2014</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes x</p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>Describe prevention of drop-out from school; measures to widen participation to higher education for underrepresented groups</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>c) Améliorer les infrastructures scolaires, telles que les toilettes séparées et les moyens de transport adéquats</p>	<p>1) Yes x Name__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes x</p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>Describe Extra budget for school infrastructure. Establishment of dedicated agency for school infrastructure_</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>d) Faciliter aux filles enceintes l'achèvement de leurs études</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p> <p>2) No x (Go to</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>Describe__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>

	the next issue)		to the next issue)	
e) Améliorer la sécurité des élèves, surtout des filles, à l'intérieur et sur le chemin de l'école	<p>1) Yes x Specific legislation imposing low speed of car traffic in the neighbourhood of school</p> <p>2) No x (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes x</p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes x</p> <p>Describe Specific legislation imposing low speed of car traffic in the neighbourhood of school</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x</p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>
f) Réviser le contenu des programmes scolaires afin de les rendre plus sensibles à la problématique hommes-femmes	<p>1) Yes x Name Legislation on curriculum_</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>2) No x</p>	<p>1) Yes x</p> <p>Describe Definition of cross-curricular attainment levels for civic education, including non-discrimination on the basis of gender</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x</p> <p>4 <input type="checkbox"/></p>
g) Réviser le contenu des programmes scolaires afin d'y intégrer les questions démographiques, le cas échéant	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p> <p>2) No x (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/></p> <p>Describe__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3</p> <p><input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>

			issue)	
h) Promouvoir les possibilités d'éducation et d'alphabétisation non formelles	1) Yes <input type="checkbox"/> Name__ 2) No x (Go to the next issue)	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Describe__ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
i) Offrir aux filles ayant abandonné l'école et aux adultes analphabètes des possibilités de formation et d'emploi	1) Yes x Name_ "Social economy projects"_ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yesx 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes x Describe Employment opportunities by specific employers in the social economy sector_ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
j) Promouvoir l'éducation sexuelle et les conseils à l'école selon l'âge	1) Yes x Name Legislation on curriculum 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No x	1) Yes <input type="checkbox"/> Describe Definition of attainment levels for sexuality education at primary and secondary school level 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x 4 <input type="checkbox"/>

<p>k) Incorporer des informations sur la population et sur la santé sexuelle et reproductive dans les programmes de formation des enseignants</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p> <p>2) No x (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Describe__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>l) Organiser des campagnes d'information sur les questions démographiques dans le cadre d'une politique démographique nationale</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p> <p>2) No x (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Describe__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>m) Examiner les questions de la violence sexiste et de la brutalité à l'école</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Name__</p> <p>2) No x (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Describe__</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>n) Incorporer l'éducation sexuelle complète dans l'éducation formelle des jeunes</p>	<p>1) Yesx Name_See under j)_</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes 2) No x</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Describe__see under j)_</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x 4 <input type="checkbox"/></p>
<p>o) Incorporer les aptitudes utiles pour l'avenir dans l'éducation formelle des jeunes</p>	<p>1) Yes x Name See under j)</p> <p>2) No (Go to the next issue)</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No x</p>	<p>1) Yes <input type="checkbox"/> Describe See under j)</p> <p>2) No <input type="checkbox"/> (Go</p>	<p>1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 x 4 <input type="checkbox"/></p>

			to the next issue)	
p) Incorporer les aptitudes utiles pour l'avenir et les connaissances sur la santé sexuelle et reproductive dans l'éducation informelle et la formation professionnelle des jeunes	1) Yes x Name 2) No x (Go to the next issue)	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
q) Fournir aux jeunes déscolarisés des informations et des services de santé sexuelle et reproductive	1) Yes <input type="checkbox"/> Name____ 2) No x (Go to the next issue)	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/> (Go to the next issue)	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>
r) Autre, préciser_____	1) Yes <input type="checkbox"/> Name____ 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Describe____ 2) No <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/>

*Voir la liste en annexe

8.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées à l'éducation.

Parmi les questions liées à l'éducation qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives à l'éducation et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 8.5 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

8.7. Dans le cadre national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'éducation que le pays considère comme prioritaires au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives à l'éducation et considérées comme prioritaires au cours de cinq (5) à dix (10) prochaines années
a) Combatting drop-out in secondary school
b) Widening access to higher education
c)
d)
e)

8.8 Le pays a-t-il procédé à une évaluation/ analyse de la situation de l'éducation aux niveaux national et infranational au cours des cinq (5) dernières années ? Si OUI, citer le/les rapports pertinents.

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) _____
- 2) Oui Au niveau infranational uniquement, citer le/les rapport(s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le/les rapport(s) Reports provided in the context of EU 20204) Non

8.9 Le pays a-t-il inscrit dans les programmes scolaires, au niveau national, une éducation sexuelle exhaustive?

- 1) Oui, elle est mise en œuvre actuellement
- 2) Oui, mais pas encore mise en œuvre
- 3) Non (passer au 8.11)

8.10 Si OUI, à partir de quel âge ____ ou à partir de quel niveau d'études ____? At different levels In primary (at the age of 10-12) and throughout secondary school

8.11. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'éducation au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser ____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser ____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser ____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser ____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	

	<input type="checkbox"/> préciser _____		6) Éducation et formation <input type="checkbox"/>	
			7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

8.12. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'éducation au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données	

		<input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
--	--	---	--

8.13 Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de l'éducation au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) Flemish Association for Training Programmes Abroad (VVOB)	D.R. Congo, Rwanda, Zambia, Zimbabwe, South Africa, Ecuador, Surinam, Cambodja, Vietnam	1) Financial <input type="checkbox"/> 2) Technical x <input type="checkbox"/> 9) Other, specify ___ <input type="checkbox"/>	Support for capacity building in education
b) Flemish University Council	Several countries around the world	1) Financial <input type="checkbox"/> 2) Technical x 9) Other, specify ___ <input type="checkbox"/>	Educational cooperation
c) DGD (Direction Générale Développement) Belgique Normalement ces aspects sont pris en charge les plans de développement des pays auxquels nous donnons un appui budgétaire sectoriel.	Mozambique, Burundi	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui budgétaire au secteur de l'éducation
d) DGD (Direction Générale Développement) Belgique	RD Congo, Burundi et Palestine	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui à l'éducation professionnelle et à l'enseignement technique